



Il faut masquimiser la relance

irrégulomadaire satirique N° 113-114, novembre 2020

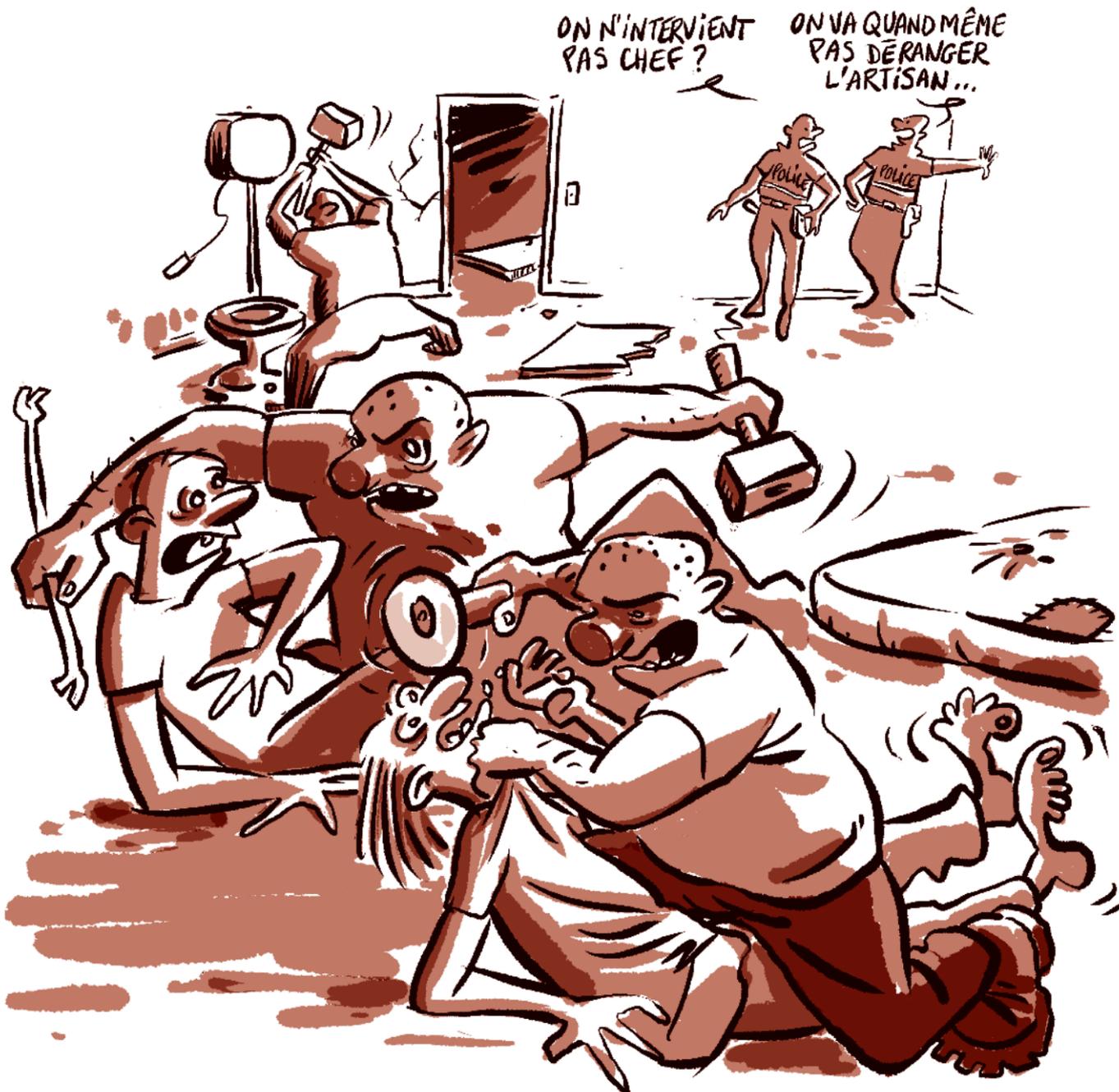
**Squats qu'on en dise**

# L'IMMOBILIER CASSE LA BARAQUE

**Alerte intrusion: contre les squatteurs, les professionnels de l'immobilier nantais débarquent avec barres à mine et matraques, sous bienveillance policière, pour effrayer les occupants et rendre les logements inhabitables en cassant tout à l'intérieur.**

En toute impunité immo-biliaire.

► page 2



**3€**

**Sarah El Haïry: MISS MÉTÉORE**

**P.4**



**Échasses gardées**

## Héron héron petit patatras

Arbre aux pigeons, feuilleton, énième épisode.

MÊME inexistant, l'échassier arboricole reste dépensier. Pour l'hypothétique Arbre aux hérons, deux nouveaux appels d'offres publics ont été lancés par Nantes métro : un « marché de contrôle technique pour la construction d'un grand héron », énième étude de faisabilité. Le couple de bestioles mécaniques a déjà picoré 6 M€. Une crotte de pigeon dans un ensemble qui pourrait selon ses concepteurs coûter 70 M€, le double du chiffre annoncé au départ. L'autre appel d'offres concerne une « mission d'assistance et d'expertise juridique », 80 000 € à la clef pour ficeler le contrat de commande publique entre Nantes métropole et la compagnie La Machine, mais aussi le chantier de travaux publics, le « mécénat en nature ou en compétence » et les droits de propriété intellectuelle et industrielle où les duettistes Oréface-Delarozière se sont déjà fait épingleur par la chambre régionale des comptes pour avoir touché deux fois\*.

Quant au fonds de dotation censé fournir un tiers du budget en draguant le pognon défiscalisable à 60 % de généreux mécènes, il est à marée basse. Malgré les promesses, la période inciterait les boîtes à l'attentisme très prudent. Jamais bien vu de claironner un placement dans le divertissement quand on licencie ses gens ou qu'on leur serre la vis. Le fonds de dotation annonçait 2,6 M€ de promesses de versements: il n'a réellement ramassé que 666 k€, « même pas 6 % de la somme nécessaire pour couvrir le tiers du coût de l'Arbre aux hérons affecté au secteur privé » (Nantes plus, 20/07). Mais le fonctionnement de ce fonds a lui-même absorbé 400 k€. C'est ça, l'économie circulaire alliée à la frugalité. Pas beaucoup à manger, mais on le bouffe soi-même. ■

**Pierre-François Delaroficière**

\* «1 arbre pour le prix de 2!», Lulu n°107-108, décembre 2019.

\*\* «Jackpot entre potes», Lulu n°100, avril 2018.

# Les cognes de l'immobilier décomplexé

Furie antisquat à la nantaise, gros bras hardis, barres à mine sans chichis.



LES PROS de l'immobilier nantais s'essaient à l'option casseurs et travaillent avec des gros bras. Au bout des bras, matraques télescopiques, masses et barres à mine, un bélier à l'occasion. Depuis l'été à Nantes, la nuit, le jour, avec ou sans cagoule, la police jamais loin, les attaques violentes se multiplient contre les squats pourtant couverts par des procédures légales. Quelle misère! Les autorités n'ont plus l'empressement voulu pour foutre dehors les mauvais payeurs et les squatteurs. Du coup, les malfaisants se croient permis l'impayé de loyer, ou squattent les maisons sous prétexte qu'elles seraient vides. Les pauvres propriétaires nantais sont accablés, désespérés. Jamais mieux servis que par eux-mêmes, des pros de l'immobilier passent à l'action et missionnent des experts à matraques. Quatre cas récents témoignent de la montée en puissance de ces nouveaux petits boulots de temps de crise.

## Matraques et gazeuse

Premier cas. Dans le secteur très huppé de Monselet, la maison à un étage, inoccupée depuis 2007, a été rebaptisée « L'Esquive » par une poignée de squatteurs installés début juin dernier. En juillet, un maçon vient murer la maison pourtant bien réhabilitée, mais repart sans trueller. Arrive un type menaçant en Mercedes noire : « Je vais vous envoyer les gros bras qui vont venir tout casser. Moi, la justice, la police, je m'en fous... ». Passe ladite police qui ne trouve rien à redire à l'occupation. Un huissier fait le classique constat qui lance la procédure d'expulsion mais couvre les squatteurs jusqu'à la décision du juge : éviction ou délai accordé. La nuit du 12 juillet, à cinq heures du mat, un commando d'hommes cagoulés, sept, huit, peut-être dix, déterminés, armés de matraques télescopiques et de gazeuses lacrymogènes, investit la maison, casse les sanitaires, les vitres sur le jardin, se fait passer pour de la flicaille, exige et emporte des cartes d'identité. Peu de discours, juste des insultes. Dégagez! Les voisins se seraient plaints. Les jours suivants, nouvelles attaques. L'alimentation électrique coupée d'un coup de disquette, privant au passage tout le quartier de connexion internet pour plusieurs heures. Une des voitures des squatteurs subit un début d'incendie, heureusement vite éteint.

Deuxième incursion, la porte cette fois défoncée au bélier : « Ils nous tiennent en respect, la tête sur les matelas, gazés ou matraqués dès qu'on bouge. Menaces de viol. Deux ordis volés, tous les téléphones qu'ils trouvent détruits », raconte une habitante. Un des hommes de main s'attaque aux vélos dans l'entrée, coupe des rayons mais échoue à sectionner le cadre avec sa meuleuse,



plus adaptée pour détruire les meubles. La mise à sac commencée la première fois continue. Un liquide noirâtre puant aspergé sur les fringues, les lits, les placards. La salle de bain retournée, la cuisine dévastée, le frigo renversé. Quatre blessés par des coups de matraque iront aux urgences se faire recoudre le crâne. Dans une pièce qu'ils ont pu barricader, trois habitants appellent finalement la police. Ce qu'entend le commando qui dégage illico au coup de sifflet du chef. Juridiquement, ce raid dans un logement occupé est une violation de domicile passible d'un an de prison et 15000€ d'amende (art. 226-4 du code pénal), sans parler des violences et menaces. Un risque de correctionnelle qui n'a pas l'air de tracasser une telle cohorte. Le propriétaire est un groupe immobilier nantais, AJP, tenu par la famille de l'assureur castelbriantais Joël Hamon et présent dans tout le Grand Ouest. À la tête de 66 sociétés, le fiston Jean-Philippe Hamon n'a pas souhaité répondre à Lulu.

## Petites frappes, gros dégâts

Deuxième cas. À Rezé, un père occupe une maison avec sa fille : « J'ai gardé les lieux propres, et proposé de signer un bail précaire. Le propriétaire n'a pas voulu », dit-il. Le 12 septembre, en son absence, tout est dévasté, du verre cassé sur les affaires de sa fille de six ans.

« Toutes les vitres brisées, lavabo et chauffe-eau défoncés », note le Dal (Droit au logement). Le lendemain, « deux gros balaises, malsains, flippants » reviennent, le menaçant ouvertement de lui « défoncer sa gueule ». Violation de domicile, vandalisme, menaces... « On a juste fini de tout casser pour que ce ne soit pas occupé une seconde fois, dit Cyril Arnoux, le gérant d'Arti créations. On n'est pas le propriétaire. On a mis la maison en sécurité même s'il n'y avait pas d'urgence, pas de permis de construire, pas de bon de commande du propriétaire. » Troisième cas. Dans le quartier Saint-Félix, quatre casseurs débarquent un dimanche, de jour, sans cagoule ni complexe, dans une maison rebaptisée « La Bourgeoise » par les squatteurs qui y ont élu domicile. Les quatre hommes démolissent consciencieusement les sanitaires pour rendre inutilisable le logement détenu par un promoteur et marchand de biens, Maisons urbaines, dont les deux gérants suivent la destruction en règle depuis le trottoir. « C'est mon huitième squat en treize ans de métier. La loi est pour les squatteurs. Du coup je n'ai jamais fait de procédure officielle. Trop long, trop fastidieux. J'ai toujours géré ça moi-même, dit Anthony Tiriakian, l'un des deux gérants. Euh... non, je vais pas vous dire mes méthodes... La violence peut être partout. Faut pas toujours croire que c'est les proprios... À

Saint-Félix, ils étaient une douzaine. Nous, on était quatre, et on n'est pas arrivés avec des flingues, on est des gens lambda... Si on a tout cassé à l'intérieur, c'est pour anticiper les travaux ». En arrivant à la maison pour tout casser, il prévient la police : « Ils sont arrivés un quart d'heure après, une dizaine, la Bac, la police nationale. Ils nous ont laissé sécuriser la maison. »

« Les migrants, c'est différent. Il y a de l'empathie, et quand on arrive, ils partent en s'excusant. Rien à voir avec ces anars de 25-30 ans bien organisés, dit son associé Guillaume Delcros. On ne détériore pas un bien qui nous appartient. On achète en mauvais état, et on met à nu le bâtiment, on le cure pour le revaloriser. » Il sait que, faute d'intervenir dans les premières quarante-huit heures, les squatteurs sont inexpulsables jusqu'à ce que la procédure soit purgée et qu'une intrusion est hors-la-loi : « Oui complètement, mais à la base la situation est scandaleuse! On récupère notre bien, c'est pas borderline. Le risque de me prendre une plainte, je l'assume! »

## Police dehors, justice nulle part

Quatrième cas. Même scénario près du rond-point de Rennes. Le sort de cette maison réoccupée après cinq ans d'abandon doit être scellé le 15 octobre. Dans l'attente, les habitants ne peuvent être mis dehors. Le 8 octobre, en début d'après-midi, deux types assistent trois gros bras qui entrent de force, explosant vitres, lavabos et chiottes à la barre à mine. La seule habitante présente est plaquée contre un mur. « La loi ne suspend pas l'occupation et protège plus ou moins les squatteurs », déplore le propriétaire, Stéphane Houssais, patron d'une douzaine de sociétés immobilières et industrielles : « Non je n'étais pas à l'intérieur. Je suis resté sur le trottoir avec la police, qui n'est pas intervenue. Elle a des signes pour ne pas faire trop d'esclandre. » Sur les gros bras qui démolissent sa maison en sa présence, il reste évasif : « Je ne sais pas, j'ai rendu service à un grand nombre de personnes... »

La veille, une descente de police (trois fourgons) a défoncé la porte et embarqué cinq personnes soupçonnées de « vol d'électricité », avec un pistolet sur la tempe au passage, histoire de bien faire peur. Au bout de quarante-quatre heures de garde à vue, quatre repartent sans poursuite, une seule est renvoyée devant un tribunal en novembre 2021. Qui a dit que la garde à vue prolongée aurait tenté de laisser le champ libre à la visite des casseurs? Fadaises, tout ça.

À Nantes, en deux mois, cette violence décomplexée contre ses propres biens est inédite. Faut croire que les proprios se sont donné le mot. Pour démolir, faut pas mollir. ■



Gustavo Tourdebrat.

## Les femmes et les enfants d'abord

# Courage, expulsions

L'expulsion avec attention particulière aux concernés reçoit le label Nantes en confiance.

**M**EURTRE, violences, drogue, vol? Rien de tout ça. Le crime à punir, c'est d'avoir investi depuis plusieurs mois une maison, inhabitée et vouée, un jour viendra, à la démolition. À la mi-août, le proprio, Nantes métropole, a requis les argousins pour une opération de basse police, rue du Bois-Hardy dans le bas-Chantenay. En 2020, dans le monde supposé d'après. Pour murer les ouvertures, installer une porte blindée et une alarme, l'expédition coercitive profite courageusement de l'absence des cinq habitants, une mère, ses trois enfants et une autre femme. Toutes leurs affaires personnelles emmurées à l'intérieur, sans autre forme de procès : aucun commandement d'huissier ni d'appel pour les prévenir. Et pour cause : l'avis d'expulsion utilisé remonte au printemps 2019 et visait une autre famille. La bâtisse est condamnée à disparaître dans le cadre d'un projet urbain. Sauf que rien ne presse : il n'y a pas le début du commencement d'un programme dans le secteur. Mais, depuis des années, la stratégie est de pré-

empter les bâtisses qui se libèrent pour maîtriser bien à l'avance le terrain et éviter les retards futurs, expropriations, recours de riverains et autres hantises de l'avancée sans entrave de la gentrification bienheureuse. Dehors les pauvres, ouste! La maison pouvait servir encore durant un bon bout de temps comme logement d'urgence, dans une agglomération justement sous tension. Ce que réclame depuis de long mois Droit au logement à des autorités droites et sourdes dans leurs bottes. Un énième épisode, en fait, de «Nantes en confiance», façon Johanna Rolland qui portera, c'est juré, une «attention particulière aux personnes concernées» (Presse-O, 23/08) qu'elle vient justement de mettre à la rue... «L'attention», l'autre mot pour «dégager on aménage». La maison murée a depuis retrouvé sa vocation d'accueil de personnes sans domicile. Les parpaings sont tombés comme feuilles mortes, l'alarme s'est retrouvée aphone et la famille a réinvesti sa maison. Réinvestir, quand on n'a pas un sou mais juste la solidarité, c'est classe. ■



## Accrobranches

# Bois Hardy : la résistance s'enhardit

Des urbans obstinés du potager à la bonne franquette.

**L**E BOIS HARDY, une épine dans le beau plan de «requalification urbaine» du bas Chantenay. Pour y coller 400 nouveaux logements, le projet doit faire table rase des négligeables qui s'occupent de cette petite enclave verte nichée sur les coteaux au sud de Bellevue. Depuis trois ans, une soixantaine de familles défendent pour ces terrains un autre futur que celui de l'urbanisme officiel bien balisé, entre le site prévu pour l'Arbre aux hérons et la brasserie privée chic desservie par navette fluviale\*. Solidarité, générosité, convivialité, jardins partagés : les habitants se battent d'arrache-pied de tomate pour garder sur ces quatre hectares des années de vie en commun ancrée dans la tradition ouvrière de l'ancienne cité Arthur-Benoît. Des règles d'usages ont été formalisées et adoptées pour permettre de jouir de cet espace de liberté sans nuire à l'autre. Les allées et sentiers qui slaloment entre des petits potagers servent de corridors écologiques à toute une petite faune habituellement sacrifiée au nom de la «nécessaire

densification urbaine». Miniréservoirs de biodiversité, ronciers et petits bosquets sont préservés. Plein de bon sens populaire, ce soin à l'environnement se passe très bien des fameuses agences conseils pompeuses d'argent public. Symbole de la résistance technocratique : en plein milieu du territoire rebelle, une parcelle de quelques centaines de mètres carrés, héritée de son grand-père, appartient à un agriculteur installé dans une autre commune. Cet ancien animateur socioculturel qui a exercé dans les quartiers nantais refuse mordicus de vendre à la ville. Les petits proprios de la ruelle privée voisine sont aussi cabochards. Il y tiennent, à ce petit coin de paradis où on chante à l'occasion en buvant des coups, ambiance guinguette et grignote bonne franquette. Un îlot de verdure plein de sculptures en tous genres pendues aux arbustes, comme une pluie d'ex-voto accrochée aux branches. Un vrai droit de véto contre l'urbanisme autoritaire. ■

\* « Naviguez bourré », Lulu n°109-11, avril 2020.

## Phobie administrative municipale

# Nantes, l'urbanisme ratiboiseur

Comment s'asseoir sur les documents réglementaires sans créer le moindre banc public.

**V**IRAGE à 180° au château des ducs de Bretagne avec le retour d'arbres dans la cour, quinze ans après leur massacre. À l'époque, lesdits végétaux avaient été abattus pour permettre le passage souterrain des divers réseaux dans la forteresse en



pleine rénovation. Les esthètes institutionnels du patrimoine soutenaient aussi cette coupe rase, soulignant que la cour d'origine ne comptait ni forêt ni bosquet. En off, l'ambition de la ville était aussi de faire place nette pour permettre à la société publique locale Le Voyage à Nantes, fameux mélange des genres public-privé, de pouvoir y organiser plus facilement des spectacles ou soirées privées avec recettes sonnantes et trébuchantes à la clé.

## Flibuste à la tronçonneuse

L'opération avait pourtant été menée dans l'illégalité la plus complète : les victimes tronçonnées sur pied figurant en «espace boisé classé», il aurait fallu au préalable modifier le Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) géré conjointement par l'État et la municipalité. Et pas qu'un peu puisque, en l'occurrence, la loi impose une procédure de révision du document. De quoi plomber un planning de chantier d'au moins dix-huit mois, voire deux ans. Et le plomb, dans un calendrier, ça vous collerait du saturnisme dans les agendas des élus. Bien sûr, à l'époque, ni les services municipaux ni les élus, ni même l'ABF, architecte des bâtiments de France représentant l'État, ne mouffèrent. Marche arrière toute, donc : puisque la métropole se voit décriée pour son penchant minéral récent malgré sa tradition botanique, on plantera «pins,

abricotiers, pommiers, fraisiers des bois, menthe, pervenches (plantes vivaces) et même un grenadier de toute beauté», autant de variétés qui existaient «à l'époque d'Anne de Bretagne», s'enthousiasme Presse-Océan. Ce qui recréera un «nouveau jardin extraordinaire». L'adjectif coûte pas cher : après le Lieu unique, tout nouveau jardin se doit d'être extraordinaire.

## La stratégie de l'arbre portatif

Heureusement pour les gérants du Voyage à Nantes, les arbres côté cour ne sont que des grosses plantes élevées en batterie, dressées dans des bacs sans la moindre racine en pleine terre. On pourra les rouler à tout moment pour laisser libre cours à une rave party VIP. Après la fausse allée de verdure en pots, «éphémère» depuis plus de deux ans le long du quai de la Fosse, c'est une manie, l'arbre hors-sol.

## Halle ratiboisée

Ne pas respecter les règles d'urbanisme que la mairie se donne à elle-même est une spécialité

nantaise. En octobre 2010, les halles de la place du Bouffay ont été démontées pour une «requalification» de l'espace. En fait, les élus l'avaient déjà décidée sans la dévoiler publiquement : le prétexte des travaux a permis de virer la structure, en jurant que rien n'était irréversible, tout en sachant parfaitement que jamais ne seraient remontées ces halles, pourtant célébrées par Jacques Demy qui les avait recolorisées en 1982 le temps du tournage d'Une chambre en ville. Il y a des patrimoines qu'il vaut mieux enfouir si on veut aménager en paix.

Il faudra patienter un an pour que la majorité municipale avoue le point de non retour. Alain Robert, adjoint à l'urbanisme, se justifie en mettant en avant l'installation, l'année suivante, d'une «œuvre d'art de la biennale Estuaire». Et profite de l'occasion pour dénigrer les halles, les estimant gênantes pour le marché (qui a disparu de fait) et les spectacles, niant même leur «caractère historique». Tout en oubliant de préciser que ces halles bénéficiaient pourtant d'une protection du même PSMV. Paperasse, que tout ça. Il faut savoir haller de l'avant. Un éloge, sans doute, du pas de côté. ■

Prosper Vert-le-Duc

\*20 minutes - 18/11/2011.

## La ville postcohérente

À Nantes métropole, la transition énergétique, c'est du sérieux. Pour remotiver en interne les troupes, un tantinet désabusées, et persuader le citoyen que la concertation, c'est pas du pipeau, le techno-langage s'enhardit : la «direction générale à la cohérence territoriale» devient «direction générale à la fabrique de la ville écologique et solidaire». Beaucoup plus clair en effet que «direction générale de l'urbanisme», le très ancien intitulé. Au passage, on a sacrifié la cohérence des terriers totalistes. ■

## Bucheronchons

# Volée de bois vertou

L'histoire des arbres qui cachent la forêt d'hypocrisie.

**S**ANS faire un fromage du réaménagement de la chaussée des Moines à Vertou, le projet d'abattage de 16 arbres en bord de Sèvre, très contesté puis finalement abandonné en rase séance du conseil municipal du 24 septembre, ressemble furieusement au bal des hypocrites. Couverts par les branchages «consultation publique» et «protocole de participation citoyenne» de la population, les élus avaient dans l'idée de bucheronner leurs principes,

aidés par les officines spécialistes du greenwashing. Les chênes et marronniers, totalement inoffensifs, promis à devenir copeaux? Ça n'avait jamais été dit clairement aux habitants, malgré dix-huit mois de réunions publiques. Pressé de refiler la tronçonneuse chaude, le Département, gestionnaire de l'espace public où se dressent ces saloperies d'arbres, a préféré ne rien couper, affirmant n'avoir jamais requis l'arrachage. Histoire de désigner à la vindicte



Nantes métropole et la commune de Vertou : à l'audience en référé au tribunal administratif, l'avocat du département a juste omis de préciser qu'en droit, l'absence de réponse de son client, sollicité pour avis sur le dossier, valait approbation



tacite... Reste l'auteur de cette géniale idée de bucheronnage paysagiste, le bureau d'études nantais Phytolab retenu comme maître d'œuvre du chantier\*. Belle occasion pour cette «agence de paysage et d'environnement», très en cour auprès des collectivités\*\* (son cogérant est le fiston de l'ancien président du conseil départemental), de faire caution feuillage auprès des coupeurs de troncs. Attention à la mémoire d'éléphant des arbres. ■

Paul Bunyan

\* Qui se vante, en expert de la langue de bois, d'«un aménagement juste, ancré dans les différentes échelles du territoire et au service de la mise en scène de ses qualités intrinsèques».

\*\* Jardin extraordinaire de la carrière Misery, parvis gare de Nantes, front de mer à Saint-Naz...

# L'ascension jupitérienne de Sarah El Haïry

C'est qui, la nouvelle sous-ministre sortie de Loire-Inférieure ?

DEPUIS le 26 juillet, elle est secrétaire d'État. À 31 ans, la jeune sous-ministre jubile en serrant bien fort contre elle le sous-portefeuille de la jeunesse et de l'engagement. Sa nomination est aussi un gage de LREM aux centristes du Modem, dont elle est porte-parole nationale. Jupitérien ou pas, faut bien s'assurer de soutiens quand la débâcle est En marche. La trajectoire météore de l'étoile montante modemiste débute il y a peu. Adolescence à Metz, bac passé à Casablanca, une prépa inachevée à Normale sup à Nantes, études courtes, juste ponctuées par une licence de droit à la fac. Tout comme sa fiche LinkedIn, le CV publié cet été par le ministère évoque une formation en 2009 à l'IHEDN, l'Institut des hautes études de défense nationale. Ça pose. Mais Sarah El Haïry n'y a fait qu'une «session jeunes» de cinq jours à Troyes, l'équivalent d'un stage découverte d'entreprise en classe de 3<sup>e</sup>.

## La campagne 2.1

Entrée à l'UMP à 18 ans, elle glisse au centre et figure en deuxième position, directrice de campagne mais officiellement sans étiquette, sur la liste Modem aux municipales de Nantes en 2014. Une belle claque : la liste fait 2,1%. Un an plus tard, c'est la débandade au Modem de Loire-Inférieure. Refusant l'alliance avec la droite aux régionales, son président Xavier Bruckert a démissionné. Son successeur par intérim a aussi claqué la porte. Simple militante, Sarah El Haïry saisit l'opportunité, se déclarant présidente du Modem 44 en tout petit comité, sans campagne ni investiture du national, se passant tout sourire des règles de base du parti. Interrogée par Lulu, Sarah El Haïry répond juste qu'après «un vote à main levée, il a été proposé que j'assume cette présidence par intérim jusqu'au renouvellement de 2017, date à laquelle j'ai été élue à cette même présidence».

La voilà devenue quelqu'un. Invitée sur la liste de Retailleau aux régionales, puis élue députée en 2017, portée par la vague Macron, dans la foulée nommée en février 2018 porte-parole du Modem pour tout le pays. Elle laisse, c'est chic, son nom à une loi «visant à améliorer la trésorerie des associations». Un loi votée à l'unanimité (en fait par 32 députés présents cette nuit-là), mais pas de bol, elle n'a jamais été promulguée, bloquée, en stand by depuis un an attendant un éventuel examen de la commission des lois.

## Adrien n'a rien à se reprocher

Adrien Baron, son «compagnon de route depuis la fac», a bien tenu l'échelle de l'ascension. Aujourd'hui chef de cabinet de la secrétaire d'État, il a toujours été là pour souffler les bonnes phrases des discours de madame. Toujours là pour servir et parfois se servir. Jonglant entre



## Confidentiel dépenses

Chèques déjeuner prolixes, carte bleue gelée. Pas facile, la vie de bricole.

QUESTION boulot, Sarah El Haïry démarre chez maman dans l'agence de com' à Casablanca, puis commerciale chez Sagemcom, une filiale de Safran, puis chez Chèques déjeuner où elle adhère à la CFTC. À l'époque, ceux qui ont cassé une graine avec elle se souviennent de notes de resto qu'elle réglait en chèques repas, la part des invités à sa table lui étant remboursée en cash. On la retrouve aussi comme gérante de la Sarl MMC group, une petite boîte de «conseil en mobilité» pour s'installer au Ma-

roc, basée dans l'immeuble où elle habite à Nantes, lancée en 2011, mais qui n'a jamais vraiment fonctionné, et n'est toujours pas clôturée. Négligente, elle a oublié les déclarations d'usage, et l'Urssaf et le fisc lui sont tombés dessus, imposant une taxation d'office de quelque 16000 euros qu'elle a dû acquitter, mais sans échapper à une interdiction bancaire d'un an. Pour la campagne des législatives, sa carte bleue n'a pu ni chauffer ni tiédir. Depuis, Sarah El Haïry ne vit pas trop mal son réchauffement financier. ■

son rôle de directeur de campagne aux législatives en 2017 et son CV d'expert en «image politique» à MBG Ouest, une société de com' politique basée à Saint-Sébastien-sur-Loire dont il est «Fondateur & Associé» comme il le plastronne en majuscules sur son CV Viadeo. La gérante de MBG est Isabelle Mérand, conseillère municipale à Saint-Séb' pendant vingt-cinq ans, dans la sphère de Joël Guérriau, présidente régionale et vice-présidente nationale du petit Parti radical valoisien. Une formation riquiqui ralliée à En Marche, comme le Modem. Adrien Baron

a aussi été président de ce parti en Loire-Inférieure, y succédant à la même Isabelle Mérand, dont il était l'assistant pendant trois ans jusqu'en 2012, tout en étant étudiant. Politique, business, politeness, biztigue, et vice versa...

## Compagnon de placard

Avant de réaliser le site elhaïry.fr de la nouvelle députée, MBG Ouest, s'est donc vu confier par Baron Adrien, directeur de campagne de Sarah El Haïry, les prestations d'imprimerie, site web, vidéo, séance photo, goodies, de la campagne des législatives 2017, «factures

## La déboutée hors cadre

SARAH El Haïry n'est pas très pro. Quand un événement comme l'incendie dans la cathédrale met Nantes sous les feux de l'actu, le must est d'apparaître dans le champ des caméras. Le 18 juillet, quand Castex prend la parole, Oppelt, de Rugby, Rolland, tous sont dans le cadre. Sauf Sarah El Haïry qui n'est encore que députée du coin : on la voit écartée, déboutée comme une vulgaire intruse de trottoir par un membre du protocole, dès que le Premier ministre prend la parole. Elle disparaît aussitôt des radars. Même pas flashée, malgré la vitesse à laquelle elle a été délogée. ■

régulièrement contrôlées par un expert-comptable et par la Commission nationale des comptes de campagne», assure M<sup>me</sup> El Haïry. Mais rien de répréhensible pour la députée : même si des petits camarades de l'Assemblée lui ont fait la remarque ensuite, il n'y a pas l'ombre d'un éventuel conflit d'intérêt avec ce présumé conjoint\*. Aucun souci, répond l'ex-députée, on n'a pas la même adresse. «Je n'ai pas de souvenir de "mise en garde"», dit-elle à Lulu.

Pas question de supprimer que le compagnon de route Adrien Baron serait de surcroît le compagnon tout court de Sarah El Haïry à Paris. Quand elle devient députée, il est alors son dircab et compagnon de placard, et il ne fait que tapoter les oreillers du couchage dans le bureau de l'Assemblée : «lit d'appoint replié

dans un placard, cabinet de toilette, format chambre d'hôtel franchisé. Elle s'y installe chaque mardi avec Adrien Baron, son directeur de cabinet. Ils en repartent le jeudi.» (Ouest-France, 9 mars 2018) Depuis les municipales, il est passé de troisième à premier adjoint à Cugand, mais on ne voit pas comment Adrien Baron concilie ce mandat avec un plein temps au ministère.

## La tournée du frangin

Lors de la campagne des législatives, Sarah rameute son frère Nadir, qui ne fait pas encore taxi et n'a pas encore de voiture à lui. Il n'a jamais été militant du Mo-

## Clustérise ta mère !

ÇA VACCINE contre la techno : «Risque de cluster Covid après la free party» (Ouest-France, 13/09). Et pan sur ces irresponsables de jeunes que même la sous-ministre de l'engagement, leur mère à tous, ne défend pas. Ils ne sont plus l'espoir de l'avenir planétaire, ni l'avenir de l'espoir économique. Pourtant pas les plus ciblés ni vulnérables face au virus, on les traite d'enfants gâtés, inconséquents, indisciplinés, manquant de civisme, mettant en danger la société. Ils font une boum ? Le préfet, l'ARS, le journal leur font la morale. Salauds de jeunes ! Une fessée et au lit. ■

dem, ni avant ni après l'élection. On lui prête une Golf et il récupère 2034,90€ de défraiements, justifiés auprès de la commission des comptes de campagne par un improbable tableau listant 15 jours de déplacements strictement identiques, 190 km chaque jour. Ce frère roulant absorbe à lui seul 80% des remboursements «transports et déplacements» des comptes de campagne. Seul hic : n'étant pas titulaire de la carte grise, il aurait dû, moralement, prétendre au remboursement des seuls frais de carburant, environ 300€. Sa sœurlette lui permet donc de s'enrichir petitement d'environ 1700€, sur les frais de campagne, l'argent public et le dos de l'ami qui a prêté l'auto... La somme, minime, fait quand même un accroc aux principes. Pendant la campagne, certains militants avaient pointé le risque éthique. La candidate a mis son mouchoir dessus. Avec interdiction d'éternuer. ■

Agnès B. Telgeuse

\* Selon l'article 2 de la loi du 11 octobre 2013, le conflit d'intérêt inclut les avantages indirects quand est impliquée «l'activité professionnelle du conjoint» du responsable public.

## Le bide de Poitiers

Venue rencontrer 130 jeunes des réseaux de centres sociaux de toute la France, Sarah El Haïry a tenté la minute de cohésion chantée, en entonnant la Marseillaise. Flop : «Personne ne s'est levé. Pas même un élu. (...) Peu de jeunes ont repris en chœur l'hymne national : "C'est un chant guerrier alors que les religions monothéistes prônent la paix", lui rétorquent des jeunes filles.» (La Nouvelle République, 23/10). La prochaine fois, Sarah, essaie le chant du para monothéiste, du zouave pacifique ou du légionnaires baba cool. ■



## Municipal'italienne Le préfet met le bonnet de travers

Pandores, p'tits vieux, costume de pomplard. Une saga clissonnaise.

UN PRÉFET qui conteste la réélection d'un maire et saisit le tribunal administratif, plutôt rare. Carrément rarissime lorsque le maire présumé innocent officie dans la vie civile comme lieutenant-colonel des pompiers de Loire-Inférieure. La pièce se déroule à Clisson l'Italienne qui se donne des airs de pantalonnade à la veille du second tour : où le bourgmestre sortant parade en uniforme dans le centre-ville pour acheter sa baguette ; où les camions de secours sillonnent soudainement sans arrêt les rues de la cité ; où les procurations électorales se multiplient comme les petits pains ; où la maréchaussée refuse obstinément de prendre une plainte ; où la capitaine desdits pandores conseille audit maire de rapporter les pièces d'identité empruntées à un couple de personnes âgées... Petite fièvre au soir du premier tour pour Xavier Bonnet, candidat à sa réélection sous l'étiquette des Républicains : à l'issue d'une triangulaire, il n'arrive que deuxième, accusant 115 voix de retard sur Franck Nicolon, candidat écolo de la gauche. À vous dégoûter du soi-disant prestige des galons. Bonnet profite alors du sursis des trois mois d'état d'urgence sanitaire pour sécuriser son second tour : cour assidue au troisième âge, tracts agressifs, injures, etc. La visite, en compagnie d'une colistière, à un couple de nonagénaires éveille les soupçons du camp d'en face : le duo repart du domicile avec les papiers d'identité des anciens, leurs cartes électorales et des formulaires, vierges mais signés, de procuration, qui seront ensuite tamponnés sans sourciller

par un pandore. Le gendre veut dénoncer l'affaire à la brigade. Refus répété des pioupious. Alerté par l'officier, le camp Bonnet renonce cependant par prudence à utiliser ces deux procurations. Procurations qui triplent entre les deux tours. Finalement, Bonnet repasse avec 145 voix d'avance. Donc, 73 voix ont manqué à la gauche pour l'emporter... Cerise sur le képi : 32 électeurs munis d'un pouvoir se font recaler au bureau de vote, qui ne trouve pas leur trace. Pour cause : les documents n'ont pas été transmis par la gendarmerie. Affolement parmi les assesseurs, navette en urgence, coups de téléphone pour inviter les personnes refoulées à revenir dans l'isoloir : seulement une partie d'entre elles s'exécuteront. Un scrutin pour le moins faussé avec seulement 162 procurations effectivement utilisées sur 210 établies... après que 35 litigieuses ont été écartées. Sans parler de « l'annonce de versement de bons d'achat en cas de victoire de Xavier Bonnet, et la distribution au nom de la mairie de chocolats aux personnes âgées ». Député, ministre de l'Intérieur s'en sont mêlés, même le préfet, qui n'a d'ailleurs pas renvoyé à la mairie la liste d'émargement du scrutin. Finalement, le tribunal administratif n'a pas retenu ces accrocs. L'opposition municipale reste chocolat, plutôt amer. ■



## Camera oscura L'ordistance universitaire

Les ravages du distanciel dans une fac façon bizness.

CET ÉTÉ, l'université de Nantes a installé « des caméras dans toutes les salles, de manière à permettre l'enregistrement et la diffusion des cours », dénonce l'enseignant et écrivain Philippe Forest. L'un de ses plus éminents universitaires accusant de dérive sécuritaire, comparant au régime totalitaire chinois, bigre. En direct sur France culture (23/09), la charge est rude venant d'un mandarin réputé pourtant placide, rien d'un trublion de la tribu des ultra-ex-

tremisto-gauchistes. Témoin de trois décennies des ravages du néolibéralisme dans la recherche et l'enseignement supérieur publics, réduits à l'indigence et soumis à la dictature de l'évaluation selon des critères faussés, l'impudent, sort de ses gonds, dénonce une « dictature » d'un « système de surveillance généralisée et d'une nature nouvelle », déployé sous couvert de crise covide de sens. Il se rallie ainsi au philosophe italien Giorgio Agamben qui compare cette évolution à l'allégeance des profs transalpins au régime fasciste en 1931. Wow! Pour Forest, le passage au distanciel, officiellement pour enregistrer et diffuser les cours, va aggraver « l'emprise toujours plus forte des logiques managériales sur

un lieu dont la vocation critique consiste pourtant à les tenir à bonne distance. Car le numérique n'est pas une forme vide ; il porte en soi certaines manières de faire et de dire auxquelles, précisément l'Université, ne saurait sans résistance se plier, au nom d'un enseignement libre, incarné et divers – et par là aussi, de son temps. » \*\* Récidiviste, Forest a déjà irrité l'élite bobo locale en publiant en 2004 dans Libé une tribune, « Nantes, une ville qui n'existe pas », à contrepied d'une agglomération qui se la pète : « Il faut n'être jamais sorti de son département pour se figurer, sans rire, que Nantes est le lieu où chacun voudrait vivre (...) une incompréhensible propagande voudrait faire croire que Nantes les détrône toutes au palmarès du bien-vivre, du plaisir d'être. » Des piques dignes d'un chantré du Citédesducsbashing. Mais que fait la police de la pensée ? ■

\* L'Université en première ligne. À l'heure de la dictature numérique, Philippe Forest, éd. Gallimard, 64 pages, septembre 2020.



## Ondes électropolitiques Nantes exposée à la 2J

Motus sur la 5G, pour les deux J (Johanna & Julie, alias Rolland et Laernoes).

CHERCHEZ l'erreur. Un moratoire contre la 5G adopté par les élus de La Montagne, Rezé, et même Saint-Herblain où le maire, fâché avec ses ex-alliés écologues, se cherche une verdure d'occasion. À Nantes, première grande municipalité à avoir pris ses distances avec la technologie, dès avant les municipales, silence radio. Ces moratoires n'ont pourtant qu'une portée symbolique, la décision étant chassée gardée de l'État. Pourquoi ce blocage alors que la promesse de moratoire figure dans l'accord électoral scellé en grandes pompes entre la socialo Johanna Rolland et l'écolo Julie Laernoes ? Justement pour ça, a répondu la majorité plurielle au collectif qui s'oppose aux nouvelles ondes électromagnétiques. Ils comprennent rien, ces Amish. Et du coup, Nantes peut s'exonérer d'un tel débat public sur le sujet. Circulez, y'a rien à discuter. Cet enga-

gement n'arrive d'ailleurs qu'au 35<sup>e</sup> rang des 323 propositions bilatérales. Pas question d'en faire un sujet de fâcherie durable entre roses et verts. Très moratoiristes pendant la campagne, les écologues font désormais motus, tout à leur loyauté envers la bourgmestre, en échange d'un peu de pouvoir et d'indemnités.

### Moratoire ici, motus là

Bizarrement, en version minorité plurielle au conseil régional, les mêmes roses-verts font la leçon, s'offusquant que la droite ne se rallie pas à eux pour exiger un débat public national sur le sujet ! Quant à celui promis par M<sup>me</sup> Rolland à la veille du second tour\*, on attendra. Ce qui permet à Frankie Trichet, vice-président à l'innovation de Nantes métro, de fanfaronner dans la presse. Ignorant le dico datant d'avant le minitel, le monsieur numérique, enseignant-chercheur dans la vraie vie, fait mine, évidemment « sans parti pris »\*\*, de comprendre que ses contradicteurs exigent une « interdiction » de la 5G. Même si pour Larousse et Robert, « moratoire » ne va pas au-delà de la notion de suspension.

Et le temps presse. Car depuis les ordonnances Macron édictées avec l'état d'urgence, les multinationales Orange, Free, Bouygues et SFR ont déployé à tour de bras leurs antennes, sans en référer ni aux élus ni à l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes), le gendarme du secteur.

### Place à la 3,5G

On laisse donc les pyromanes jouer avec les allumettes en interdisant aux pompiers d'approcher. Hormis ces quatre opérateurs, personne ne connaît ni l'étendue ni la densité du réseau déjà en place à Nantes. Et ils pourront bientôt commencer à l'activer dans la bande dite de 3,5 GHz, alors que le rapport de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire alimentaire) sur



## Une raquette de 30 mètres de haut

Une antenne, pas une raquette !

ÉMOI au début d'été quand les riverains de l'hyper Carrefour découvrent par hasard une autorisation municipale affichée au milieu des bagnoles, délivrée en catimini le 1<sup>er</sup> avril en plein premier confinement. Le papelar annonce l'érection à côté de leurs maisons d'un pylône-antenne, haut de 30 mètres. Un collectif s'organise, une pétition est lancée, services municipaux et élus sommés de s'expliquer. Et là, rétro-pédalage : l'adjoint à l'urbanisme remercie les riverains d'avoir alerté la ville (sic!), reconnaît « un trou dans la raquette » et annule le projet\*. Le confinement sert à tout, même aux permis de construire signés par l'adjoint à travers une raquette trouée. ■

\* Ouest-France, 22/07.

les risques électromagnétiques ne sortira qu'au printemps 2021. Même si une étude préliminaire de l'Anses a alerté fin 2019 sur « un manque de données scientifiques sur les effets biologiques et sanitaires potentiels liés à l'exposition aux fréquences autour de 3,5 GHz ». Sans parler de l'alerte environnementale lancée par des salariés d'Orange sur Piazza, leur réseau social interne, provoquant l'ire du big boss qui a lancé une enquête interne. La suite ? Facile à deviner : les conclusions du rapport de l'Anses, quels que soient les dangers réels identifiés, ménageront une issue pour ne pas remettre en cause les milliards en jeu.

### Très franche tèque

Mais les élus nantais se placent au-dessus de ces petits calculs, tout à leur ferveur pour la « french tech » et ses déclinaisons « startup city », « smart city », « digital week », « mySMART-life », « web2day »... Ce grand bond en avant pour l'humanité ne va pas être stoppé par un ridicule principe de précaution. Tapis rouge a d'ailleurs été déroulé à SFR, dès 2018, et à Orange en 2019 pour venir tester leur joujou 5G, souvent à l'insu du pékin. Le motif de la télémédecine sert déjà pour justifier la nouvelle génération de téléphonie mobile : une blague dans une ville fibrée dans les tous les sens. Ces manœuvres cachent à peine des objectifs purement commerciaux voire sécuritaires : jeux vidéo (« cloud gaming »), bagnoles autonomes dépendantes d'un maillage dense de 5G, frigos connectés qui préviennent du yaourt presque périmé, réalité virtuelle, poubelles remplies qui sifflent les éboueurs, etc. Au passage, les consommations énergétiques exploseront, une autre façon de rendre le nucléaire indispensable et de lobotomiser un peu plus l'humain pour le plus grand profit de son avatar. Si vous croisez Frankie Trichet, passez le bras à travers, c'est peut-être un hologramme connecté. ■

Gilles Bets

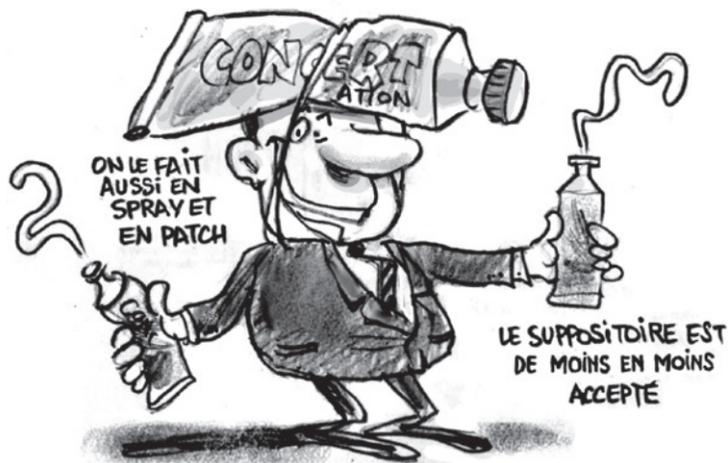
\* 20 minutes 22/06.

\*\* Ouest-France, 19/09.

# Monsieur Vaseline méthanise en terres hostiles

Chargée de faire passer la méthanisation industrielle à Corcoué, l'agence d'acceptabilité Tact n'est pas bien acceptée.

PRÉSIDENT fondateur de l'agence Tact, Thomas Muselier va enfin pouvoir justifier ses honoraires : ce 8 octobre, après des semaines d'attente, il rencontre enfin les opposants au projet de méga-méthanisation à Corcoué mené par la coop d'Herbauges. Mais il est agacé : impossible de mener la réunion, comme il l'a prévu, dans la salle municipale. Le stratège de l'acceptabilité veut choisir sa place, en compagnie de ses clients (coopérative agricole et opérateur industriel), pour faire une projection de belles images. Mais les opposants ont pris les devants, agençant des tables en rectangle. Les porteurs de projet, qui savent, devaient être face au petit peuple qui écoute gentiment. Raté. Autre contrariété : Muselier a son *power point* sur son ordi portable mais il a oublié la rallonge et, sur place, rien pour le dépanner. Submergé de petite rage, il devient tout rouge. Il rougit facilement, le monsieur que le collectif de riverains a vite surnommé «Vaseline». Appelons-le pudiquement Monsieur V. Il s'énerve quand on lui rappelle son métier d'amadoueur : «Jamais le mot "acceptabilité" n'apparaît sur notre site.» Sacré Pinocchio ! Le site oueb de Tact propose une formation pour «aider les chefs de projet éolien à retravailler les bases sociales et politiques de leur démarche en vue d'une meilleure acceptabilité locale». Et quand le site de Nantes-Saint-Nazaire développement présente Tact en 2015, Muselier explique : «Nous travaillons à l'acceptabilité de grands projets d'infrastructures ou de transition énergétique, comme l'éolien, les unités de méthanisation, ou le traitement des déchets ainsi que l'implantation et le suivi de l'exploitation des carrières.» Parfois, Tact euphémise l'acceptabilité en «approche intégrée» ou en «appropriation du projet par les territoires accueillants».



## Tacticien disqualifié

Sur le terrain, plus orienté tactique que tact, il martèle les mots concertation et information et entend parler à la place de ses clients chaque fois qu'il peut : «Je les ai rencontrés, je les ai écoutés.» Sauf qu'ils sont là, bien présents, supposés connaître leur dossier. Mais la diplomatie, un peu moins apparemment. Le directeur d'exploitation de Nature Energy, l'entreprise danoise qui serait l'opérateur de l'usine à gaz de bouses, tente de culpabiliser les habitants rétifs : «Nous, on est là pour faire de l'énergie renouvelable. Peut-être que ça vous intéresse pas...» Salué par un joli tollé et quelques rires sarcastiques. Celui-là, on ne l'entendra plus de la soirée.

Mister V. est lui aussi en difficulté quand un riverain du projet, vigneron dans une autre commune, le renvoie dans ses cordes : «J'ai à peine envie de vous entendre. Vous n'habitez pas ici, vous n'êtes pas un interlocuteur.» V. étant payé pour ça, il cherche à mettre de l'onctueux dans le débat, reformule les questions, décrète quel est «le vrai sujet» (la circulation des camions) pour éluder les autres, la critique du modèle agricole notamment. Tout en dirigeant ses clients par un petit jeu discret de main, paume en l'air ou main à plat sur la table pour leur donner le feu vert de répondre ou d'esquiver les questions. Discret, mais repéré par les opposants. Problème

## ACCEPTOLOGISTE: UN DUR MÉTIER



## Pas que beau

# La croisière ça use

Le paquebot cracra navigue entre la casse et l'acceptabilité.

Les paquebots polluent, à quai, en mer et même en fin de vie. Mis à la casse, ils n'en finissent pas de cracher leurs composants toxiques. La crise plombant la croisière, cet été, plusieurs

paquebots sont partis direct à la case démolition, à Aliaga, en Turquie. Premiers à passer sous le chalumeau, les anciens joyaux du savoir-faire industriel nazairien, *Monarch of the seas* (1991), *Sovereign* (1987), puis le *Noordam* (1984). Six mois de démantèlement par épave, échouée à même la plage, comme dans deux autres chantiers de démolition, Alang en Inde\* et Gadani au Pakistan où, pour leur dernier voyage, les armateurs utilisent des pavillons de complaisance, contournant la loi européenne qui les oblige à vider les bateaux de toutes substances chimiques avant la casse\*. Un beau cadeau empoisonné pour les trimards aux conditions de travail déplorables, dangereuses, sans la moindre sécurité, ni harnais ni gants, rien. Les déchets finissent à la mer et sur la plage. C'est la face cachée du miracle industriel nazairien. Mais ça, c'est loin. Ici, en bord de



Loire, on aime les paquebots. Le Ceser paysdelaloirin\*\* approuve la croisière dans l'estuaire où seules huit escales étaient prévues en 2020 avant que ces prévisions ne soient covidées, «beaucoup moins de paquebots que Marseille, mais les nuisances environnementales demeurent et le Ceser préconise donc d'équiper les quais d'accueil de bornes électriques»\*\*.

Sans doute pour traiter les particules fines aux électrochocs. Et le Ceser qui n'aime pas la pollution se réjouit : l'accueil de «paquebots de taille raisonnable semble un bon compromis pour permettre l'acceptabilité du développement de cette activité par les populations». Moins c'est gros, plus ça passe les bornes électriques.

\* France 2, 24/06/2019.

## Droit aux buttes

Merlonnez cette usine que je ne saurais voir.

UN TEL PROJET de méthaniseur maousse prévoit une cheminée culminant à 50mètres, la taille d'un beau clocher en rase campagne, et huit digesteurs à 22 mètres, soit la hauteur d'immeubles de huit étages. Tout ça pour loger de la bouse de vache à fermenter... Lors de la réunion du 8 octobre, Benjamin Greffier, le «project manager» de l'industriel danois Nature Energy, a voulu rassurer en parlant de plantations paysagères et d'un merlon qui ferait écran pour planquer aux riverains ces silos géants. «Un merlon de 22 mètres de haut... ?» a lâché un habitant. «On va travailler ça», a promis sans rigoler le projo-manager, soulignant qu'avec un merlon près des maisons et loin de l'installation ferait son petit effet cache-cache... Faudra demander aux odeurs de rester au pied du talus. ■

leurs positions antérieures sur le sujet, les conflits entre les différentes collectivités, qui est puissant localement)» (*Journal de l'environnement*, 16/01/2018). Faire avaler la pilule du gaz de bouse avec de la vaseline, c'est pas très digeste. ■

## Toto Muselière

Se réclamant de l'économie sociale et solidaire, hébergée au Solilab sur l'île de Nantes, l'agence Tact est une société par actions simplifiée fondée en 2014, absorbant une autre agence spécialisée dans les «projets sensibles», Tassili, qui faisait le même job depuis 1993.

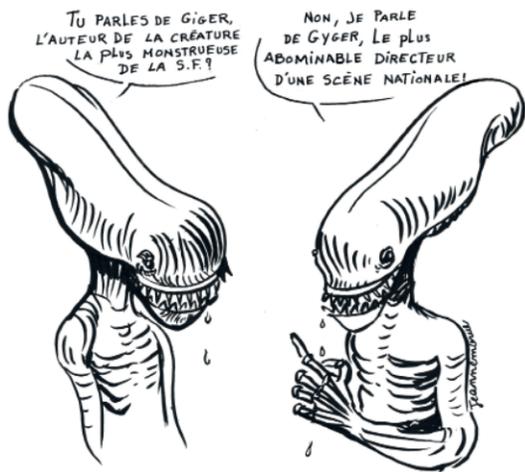
## Levée en masse

Corcoué n'a jamais vu autant de monde qu'avec cette manif anti-méthaniseur du 19 octobre. 400 personnes. Plus qu'en 1984 pour défendre l'école catho dans ce secteur pourtant très conservateur. Avec ce projet de méga-usine de merde chiée par son modèle agricole intensif, la coop d'Herbauges mobilise contre elle 15% de la population de la commune. ■

Soi-dix ans

# Bienfaiteur de LUMANITÉ

Le lieu unique perd un directeur qui ne prend pas l'Helvétie pour des lanternes.



maladie, burn out, et cas de harcèlement moral. « Pas sûr que le management change beaucoup tant que le n°2 reste en place », soupire un ancien de la maison.

## Privatisation bancaire

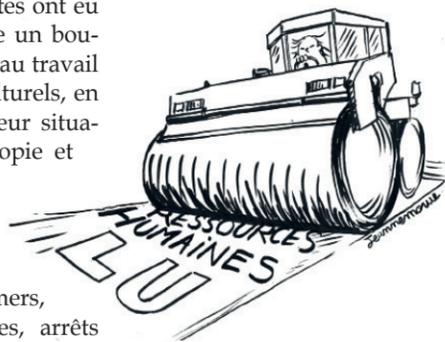
Patrick Gyger repart donc dans son canton de Vaud, laissant un Lieu unique vidé de sa boutique (fermée), de sa librairie (disparue) et de ses salarié-es de l'ancien temps (extériorisé-es). Si son passage laisse un lot de ressentiments, rancœurs et mal-être, c'est bien là le signe d'un génie incompris. On retiendra plutôt quelques innovations de soirées privatisées comme pour HSBC en décembre 2012, champagne coulant à flot, vernissage d'une expo de photo financée par un champion ès évasion fiscale et malversations, fraude des SwissLeaks, manipulations bancaires et récemment célébré pour l'ensemble de son œuvre\*\*\*. Les Suisses, dans l'art brut bancaire, c'est les plus forts. ■

## Lulu Topy

\* La patine du temps a depuis estompé la mention « strictement confidentiel » du rapport parvenu récemment à Lulu.

\*\* La gestion des ressources humaines dans le secteur culturel (Territorial éditions, 2017), dirigé par Micha Ferrier-Barbut et Rébecca Shankland.

\*\*\* « "Les gangsters de la finance", documentaire qui fustige les pratiques d'HSBC », latribune.fr (28/03).



UN COMMUNIQUÉ officiel en hommage à quelqu'un qui s'en va, c'est comme la nécrologie d'un homme politique, l'éloge peut manquer de nuances. Le départ de Patrick Gyger qui dirigeait le Lieu unique depuis dix ans mérite mieux que des lauriers en langue de bois, tressés discrètement par la presse locale. Car Gyger est d'abord et avant tout un génie du management. Annonçant dès son arrivée à Nantes qu'en France, on ne travaillait pas beaucoup, il a su renouveler son personnel, coûteux et fainçant, en poussant dehors près de 75 % de l'effectif, usé (onze ans d'ancienneté en moyenne à son arrivée) et inadaptable à l'utopie en actes. De l'équipe du temps de Jean Blaise, sur une trentaine de personnes, n'en restent que huit. Gyger a su faire preuve de créativité, reprenant le travail de l'une à son compte pour la rétrograder au rôle subalterne d'assistante, externalisant une graphiste forcée de prestationner en auto-entrepreneuse, obligeant une autre à nettoyer les chiottes pour lui permettre de se polyvalenter...

## L'audit en circuit court

Les femmes ont été particulièrement à l'honneur, notamment après l'audit commandé à l'au-

tomne 2014 au prestigieux cabinet KPMG pour « valider la cohérence de la vision financière à court terme présentée par la direction ». Le « diagnostic largement participatif » de l'ordre de mission s'est habilement limité à des rendez-vous avec les deux têtes de la maison, le big boss et le directeur administratif, Yves Jourdan, qui s'est renommé Daf, directeur administratif et financier, comme dans les entreprises du Cac 40. Pas de temps à perdre avec des derniers de corvée ou avec le conseil d'administration. En toute indépendance, le duo dirigeant a fait valider sa vision du « risque croissant » et de la « situation financière fragilisée ». Tout ce qu'il fallait pour légitimer la conclusion de départ : *there is no alternative* (en suisse anglonannique). Masse salariale à alléger, quatre salariées virées. La plupart n'ont pas compris que c'était pour leur bien. Ces idiots ont eu la mauvaise idée de lire un bouquin\*\* sur la souffrance au travail dans des hauts lieux culturels, en pensant y reconnaître leur situation. Spécialiste de l'utopie et de la science-fiction, Patrick Gyger ne lit pas ce genre d'ouvrage de socio-réalité évoquant les départs amers, procès au prud'hommes, arrêts

## La petite vadrouille

# Les voix off du cinéma pornic

À Pornic, le président du cinéma associatif marchande les voix de ses bénévoles qui en restent sans voix.

ENTRE Pornic et Saint-Brévin c'est la guerre des toiles. Saint-Brévin a d'abord ouvert son complexe Cinéjade en 2007 (trois salles, 465 sièges,

140000 spectateurs en 2017). À la traîne, Pornic vient d'agrandir à trois salles, pareil, son cinéma associatif Saint-Gilles. Déplacé dans de nouveaux locaux, il a ouvert après les élections, battant Saint-Brévin de 15 sièges. Mais, jusqu'ici, le cinoche pornicais était logé dans un bâtiment communal mis à disposition gratis avec électricité, chauffage, PQ et serpillières pris en charge. Une convention avec la mairie le valorisait à l'équivalent de 72000€ par an. Jeulin immobilier, sur tous les bons coups à Pornic, a construit le nouveau multiplex, pour 54000€ par an de loyer sans compter les charges.

Ce transfert, Patrick Michel, le président du cinéma Saint-Gilles n'en voulait pas. Mais ça fait six ans que le maire Jean-Michel Brard rêve de faire la nique à Saint-Brévin.

Misant sur le plus offrant, Patrick Michel a promis à demi-mot les voix de ses 120 bénévoles au plus généreux des deux candidats... Jeu de dupes, tout Pornic sachant que son vote était acquis au maire sortant : sa femme était sur sa liste. Elle est aujourd'hui conseillère municipale du maire réélu. Dans cette campagne, Antoine Hubert, challenger du maire sortant, a été interrogé sur son indifférence à la campagne de financement du ciné associatif, mais il n'a pas mordu à l'hameçon. Le président du cinoche s'est vexé : « Je regrette sincèrement de n'avoir pu communiquer vos réponses à nos 120 bénévoles pour qu'ils puissent les comparer avec celles de M. Brard. » Interrogé par Lulu, Antoine Hubert sourit :



## Fric frasques

# Le désert, entre la poire et le fromage

Le boss de l'école des beaux-arts et les 18 trous du fiston.

DIRECTEUR de l'école des beaux-arts de Nantes depuis dix-huit ans, Pierre-Jean Galdin s'est fait épingle par la chambre régionale des comptes. Utilisation laxiste de la carte bancaire sans contrôle, reconduction irrégulière de son contrat, salaire grimé en quatre ans de 5000€ nets à 7800€, validé sans sourciller par son conseil d'administration où siègent les élus de la ville. Sans parler de la voiture de fonction et du logement dédié, retoqués par les magistrats des comptes publics, et des frais de déplacement crevant les plafonds des remboursements autorisés\*.

En complément, Lulu s'est fait souffler un éclairage. Si Galdin va si souvent au Texas, ce n'est pas que pour respirer l'immensité du désert de Marfa, où quelques étudiants expérimentent l'art sous les étoiles. C'est aussi pour amener ses étrennes au fiston, Lino Galdin, qu'il a initié au golf. Junior voudrait devenir pro mais n'est encore que promoteur. Pour brigner un jour l'élite, il a intégré en 2016 l'International junior golf academy en Floride (63000\$ par an) puis, deux ans plus tard, a été admis à l'université privée Mercer University en Georgie (50000\$ par an, étudiant étranger ou pas), à 200 bornes de Marfa. Mais ce n'est certainement

pas pour se venger que la même année, Galdin senior a voulu doubler et tripler les frais de scolarité des étudiants étrangers\*\* dans son école à lui, qu'il dirige et sauve tous les jours de la ruine. Même si la part d'autofinancement dépend à 98 % des droits d'inscription des étudiants. En tous cas, la hausse de salaire que s'est consentie Galdin senior est tombée à pic pour éponger ce que coûte junior overseas.

Pour meubler les nouveaux bâtiments de l'école en 2017, Galdin a commandé pour 634286€ de mobilier chic à son voisin de palier sur l'île de Nantes, IDM, et ce avec un appel d'offres sans concurrent. Rappel : le patron d'IDM, Patrice Coupechoux, est l'un des huit mécènes nantais avides de défiscalisation qui ont en 2016, démarchés par Galdin, mis 150000€ pour financer l'achat de sept hectares de désert\*\*\* pour que les étudiants de 4<sup>e</sup> année fassent mumuse. Rien à voir avec de mesquines histoires de gros sous. Sans doute de l'art conceptuel. ■

\* « Les étonnants privilèges de l'immobilier directeur des Beaux-Arts de Nantes », Médiacités, 24/09.

\*\* « Cette impayable école des Beaux-Arts », Lulu n°102-103, décembre 2018.

\*\*\* « Le coup du lopin », Lulu n°96, avril 2017.

## Colonialisme

# Avis de trempette sur Graslin

Le vert, couleur maudite dans les théâtres. À Graslin aussi.

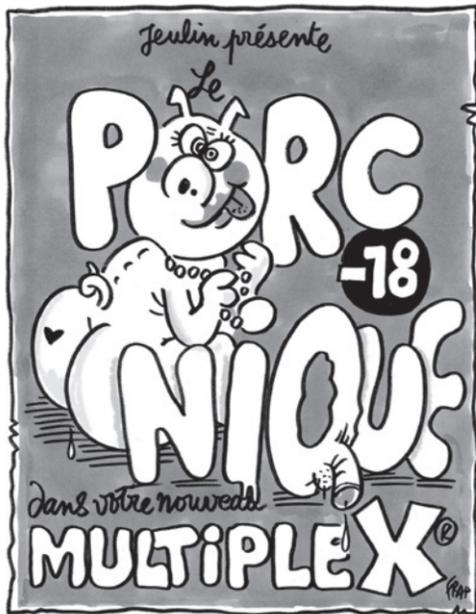
POUR animer l'été du Voyage à Nantes, un artiste a installé une mégacascade tombant du haut du théâtre Graslin. C'était le spot de l'été pour les selfies. Une fois fermés les robinets d'eau, la pierre des colonnes du théâtre a bien verdi. Normal, dans une ville qui s'est prétendue capitale verte... L'humidité ambiante a « favorisé le développement d'algues, mousses, lichens » (Presse-O, 30/09). Un peu plus le théâtre était envahi de plancton, de tritons et de limaces. Aucune dégradation, selon le Voyage à Nantes : « Un nettoyage a été prévu (...) après deux mois d'exploitation où des projections

d'eau se sont mêlées à la poussière de la ville ». Un mois plus tard, autre chanson côté Drac : « Une protection totale des colonnes, de l'embarquement, du sol, du mur et des huisseries du péristyle avait été demandée. Les prescriptions demandées n'ont pas été respectées. » (Médiacités, 29/10). Le pataquès ne fait que commencer, l'assureur devant refuser de cracher au bassin pour des dégâts que son client bien mouillé, le Voyage à Nantes, aurait dû éviter en prenant les précautions prescrites. Et chacun va se renvoyer la responsabilité. Question risque, faut savoir ouvrir le parapluie. ■

« Patrick Michel n'a pas dû s'apercevoir qu'il s'adressait avec Pornic vent d'avenir à un candidat dont le précepte de base est justement la lutte contre le clientélisme. » L'autre hic, c'est que « les bénévoles n'étaient pas au courant de sa démarche : certains l'ont très mal pris », rapporte un membre de l'asso. La vente for-

cée de votes, c'est normalement plein de clauses suspensives si on n'a pas obtenu le consentement « libre, spécifique, éclairé et univoque », comme disent les empêcheurs de marchander les bulletins par paquets de 120. ■

Central Otogo



# La clinique fait la nique au grand groupe

35 jours de grève en clinique psy et la multinationale Ramsay plie. Un peu.



C'EST DINGUE, ces « premières lignes » sanitaires qui réclament plus que les applaudissements des balcons confinés. À la clinique nantaise du Parc, établissement privé psychiatrique, la grève reconductible démarre le 17 septembre, après six jours de grève sporadiques. Le « Ségur de la santé » n'a pas calmé ces soignant-es (à 90 % des femmes) sorti-es épuisés-es du confinement. Ce qui a cristallisé la colère : alors que tout le monde était consigné à la maison, on les sommait de venir travailler, laisser leurs marmots à la crèche et, mesures anti-Covid obligent, courir deux fois plus pour accompagner chaque malade, l'aider à sortir en promenade, porter le repas en chambre... Grand classique, à la demande de meilleures conditions de travail et d'une hausse des effectifs, la direction répond : organisation du travail. Ces employées godiches savent vraiment pas y faire. Manque une personne pour accompagner des patients au musée? Redoublez de vigilance! Ici, « déplacements de ressources » sonne mieux que suppressions de postes. Et quand, parfois, des remplaçants arrivent, beaucoup ne restent pas trois jours. Passer son temps à former des

suppléants, ça use sérieusement des salariées déjà sous pression. Sous-effectivement, difficile d'assurer une continuité des soins. Mais, permanents et CDD, les grévistes s'organisent et se soudent. Les soignants ont derrière eux les ASH (agents de service hospitalier), les administratifs, les psychologues. Et le soutien (moral) des psychiatres libéraux exerçant dans les locaux, mais aussi des patients qui y vont de leurs courriers, pétition et signes amicaux. Les revendications : meilleures conditions de travail, formation, salaires. Ici, un aide-soignant à temps plein (avec un week-end par mois de garde de 24 heures), cinq ans d'ancienneté, gagne 1130€ nets. Une infirmière, quinze ans de boîte, 1550€ nets. Dans un premier temps, les grévistes demandent 500€ de plus par mois. En gros, l'écart existant avec la grille des payes dans le public. La direction répond 48€ bruts et lance les basses manœuvres d'intimidation.

## Ramsay vide sa clinique

Un huissier (57€ par déplacement) sonne à la porte d'une dizaine de salarié-es pour leur remettre la « signification d'un arrêté portant réquisition » pour

le service du lendemain, avec le planning de la semaine à venir. Une réquisition sans base légale, les dispositions visées par l'arrêté préfectoral n'étant pas applicables aux salariés de la clinique, a confirmé un avocat. La directrice Véronique Bertin rappelle par courrier que « la clinique du Parc a longtemps été déficitaire », omettant les bénéfices engrangés par Ramsay. Fin septembre, coup de théâtre : après l'échec des réquisitions, la direction évacue la clinique, déplaçant les malades vers d'autres établissements, jusqu'à Rennes ou Laval, ou les ramène chez eux par ambulances : tout ça « au nom de la sécurité des patients », en fait une énième tentative d'intimidation du personnel, toujours très déterminé.

## Un collectif soudé

« Le sens du service au patient a joué un rôle déterminant dans la cohésion des grévistes », remarque Khadija, une infirmière gréviste. Commencé à l'initiative de nouvelles recrues, auxquelles se sont ralliés des salariés plus anciens, le mouvement a vite fait converger les mécontentements : la direction peut être fière d'avoir réussi à souder son personnel! Camille, qui s'est retrouvée parmi les leadeuses du mouvement, souligne l'absence de clivage entre salariés, grévistes ou non, et le partage de valeurs communes propres aux soins qui ont renforcé la solidarité.

35 jours de grève plus tard, après plusieurs rounds de négociations, un accord est signé le 15 octobre, via un aller-retour à Paris au siège, Ramsay raquant 4000€ d'honoraires la journée pour la prestation de deux médiateurs privés. Sur les 100€ d'augmentation réclamés, le groupe accorde 60€ nets, plus un accord sur la prime habillage/déshabillage, inscrite dans la convention collective mais restée lettre morte, et une prime exceptionnelle de 100€. Aux derniers jours du conflit, on comptait 32 grévistes sur 47,44 salariés temps plein. « Rêve général » disait la banderole du piquet de grève. Une détermination en forme de pied de nez à la logique marchande de la santé. Le pied de nez, une maladie incurable. ■

Docteurs Géquile et Mysteraïlède



## Festivalisation d'actifs

### Le congrès partage/partage pas

AU SEIN de la branchouillette « Nantes digital week » s'est tenue fin septembre la deuxième édition du « Festival de l'info locale », parrainée par la métropole. Mais personne n'en est reparti avec un tote bag de plus ou un moche mug siglé, et chacun a pu rester en pyjama sous la table, hors cadre de la webcam. Année covidienne oblige, le festival s'est tenu à distance via des écrans, tous les contributeurs dispersés, mais avec un principe :

« Le partage, le partage, le partage », selon Julien Kostrèche, directeur de la boîte organisatrice Ouest medialab. Sauf qu'il était « impossible de partager le lien d'un direct ou d'un replay à son entourage », les players vidéos étant réservés à ceux qui crachaient 249€ HT par tête de pipe (149€ pour les indépendants et les médias de moins de dix pelos) pour acheter identifiant et mot de passe individuels. C'est triste, un festival sans soirée de gala en bas de pyjama. ■

## NOUVEAU : LE RADAR DE CONFINEMENT



## Flash d'info

### Le radar-dare en plein boum

Au bout d'un poteau ou planqué dans des bagnoles, les radars prolifèrent.

LES RADARS flambent? Excellent pour le chiffre d'affaires des fabricants. Un de ces mouchards à chauffards a chauffé le 14 juillet dernier entre les portes de Rezé et des Sorinières, emporté par un incendie. Remplacé presto par un radar double face (flashant l'avant et l'arrière des bolides), ce qui est moins rigolo que le sparadrapp du capitaine Haddock.

Les 42 bornes du périmètre nantais comptent désormais six radars, dont un radar tourelle « Mesta Fusion 2 » depuis juillet 2019, planté au nord du pont de Cheviré. Son flash peut contrôler « la vitesse de 32 voitures en même temps sur près de huit voies différentes, avec une précision de 1% », selon la brochure du fournisseur Idemia, spécialiste en biométrie & cybersécurité (ex-Safran Identity and Security, ex-Sagem, ex-Morpho) détenu par le fonds d'investissement américain Advent International. À Ancenis, ce modèle de radar fait dans la surenchère, prétendant que son flash infrarouge invisible peut toper jusqu'à « 126 véhicules simultanément » selon le dircab du préfet (L'Écho d'Ancenis, 28/07). Cet été,

un de ces radars-tourelles supposés résister aux vilains vandales a été abattu comme un méchant totem : « L'appareil n'a pas été disqué, mais arraché de son socle » (La Voix du Jura, 25/07). À Boston, USA, les investisseurs d'Advent devraient recruter des chamans et des coupe-feu.

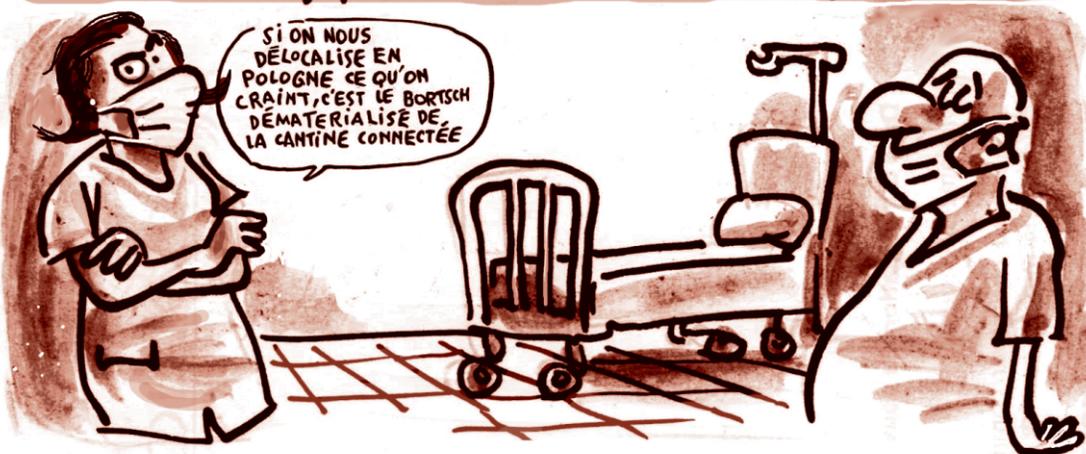
Moins inflammables, les radars mobiles embarqués dans des véhicules privés, banalisés, circulent normalement depuis l'été 2020. Un marché attribué par l'État en Pays de Loire à la société auvergnate Oti France, filiale du groupe Oviance qui fait dans la relève de compteurs à domicile, Linky et compagnie, aucune expérience en matière de sécurité routière. L'appel d'offres de 2019 mentionne pour les Pays de Loire quatre ans de contrat reconductible, et jusqu'à 19 bagnoles banalisées. Un marché à 7,7 M€. Oti a recruté des chauffeurs, privilégiant gendarmes détroqués et ex-flics. Pour rouler toute la journée et traquer les excessifs du fissa routier, ils sont payés 1400€ nets par mois. Pas de quoi s'enflammer. ■

Flash Cordon

## Groupe sans gains, ou presque

LA CLINIQUE du Parc appartient à Ramsay santé, au modeste chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros, en hausse de 10%. Wallabi fait pas le moine : son actionnaire majoritaire est le petit groupe australien Ramsay Health Care (77 000 salariés, chiffre d'affaires 12 milliards de dollars, une misère), associé à un petit banquier, Crédit agricole, via sa filiale assurances. En 2018, Ramsay santé a racheté le suédois Capio, devenant leader européen de l'hospitalisation privée. ■

## LA SANTÉ DU FUTUR



Panique ta mère

# La Baule assaillie par des narguillistes

Au secours, la station huppée se fait enfumer par des présumés pas de chez nous.



## L'adjointe au promenadisme

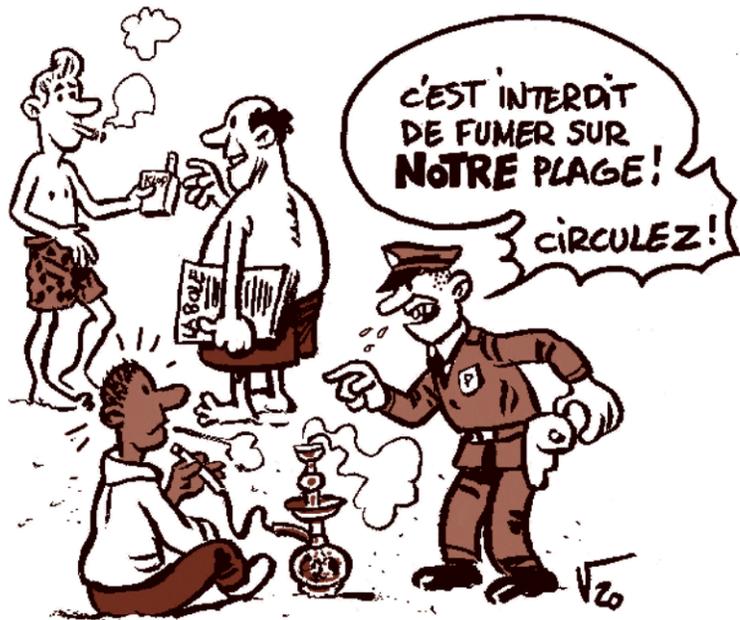
À La Baule, le nouveau maire Franck Louvrier a mieux qu'une vulgaire adjointe à l'urbanisme. L'ex-maire de Batz Danielle Rival est désormais adjointe à l'« aménagement de la promenade de mer, urbanisme, habitat, travaux et patrimoine ». La balade sur le remblai, le long de la baie, relève à l'évidence du patrimoine à l'état pur. ■

qui fument la chicha sur la plage», affirme-t-il, exigeant une « grande fermeté » contre « ces personnes qui remontent de la plage sans décence, qui déambulent ensuite torse nu dans les rues » (La Baule+, août 2020). Ce qui a bien amorcé la pompe pour les « vrais » Baulois qui n'ont pas manqué de se répandre dans le même mensuel réac le mois suivant. Le courrier des lecteurs de La Baule+ cite en vrac : « port du masque inexistant ou mal mis », mobylettes aux pots d'échappement tonitrueux, « jeunes extérieurs à la commune », motos aux moteurs trafiqués, pétarades des parades de voitures anciennes fonctionnant avec des moteurs à explosion, dictature du vélo, crottes de chiens sur la plage... Le glamour séculaire de la station gagné par le stress sécuritaire. Les témoignages exaspérés d'insécurité rampante citent un pot de fleurs renversé, une serrure de boîte aux lettres cassée, un cycliste soufflant un « nuage de fumée de cigare » finalement jeté sur la piste cyclable, « deux jeunes en train d'uriner sur les plantes ». Pour finalement exhaler un racisme patent : la « nouvelle musique raï qui émerge de certaines voitures », et ce fameux phénomène de « narguillé sur notre plage », avec ce dilemme cornélien : « Comment interdire la narguillé si la cigarette est autorisée ? ». Une seule solution : arrêter la fumée au faciès. ■

Yves Hétéro

LA PEUR règne sur La Baule. « Depuis quelques saisons déjà, nous subissons ici l'arrivée d'une population qui ne correspond pas à la clientèle habituelle de nos communes », a sorti le maire Franck Louvrier quelques jours après son élection. Il n'a d'ailleurs pas d'adjoint à la sécurité, il assume lui-même la fonction et dénonce « dix ans de

laxisme et d'errance sécuritaire » (La Baule+, octobre 2020)... Il va tripler le nombre de bagnoles de la police municipale (passant de une à trois), acheter deux quads pour le tout-terrain de plage, va équiper la ville en radars anti-bruit. Scrogneugneu! « Il n'est pas question que La Baule devienne la base arrière de certains quartiers nantais avec des individus



## L'effondrement qui vient

LA BAULE n'est pas qu'un nid de bourgeois. Quelques pros y passent, requis pour les corvées. Comme démolir cette villa du front de mer pour un juteux programme immobilier, esplanade Benoît,

le grand chic baulois. Seul endroit où, depuis son balcon, la vulgarité de la route n'entrave pas la vue sur l'onde marine. Le 9 septembre, un pan de pignon et un balcon se sont écroulés, entraînant l'écha-

faudage où bossait cet ouvrier de 36 ans, enseveli sous les décombres. Il a failli y passer. S'en tire avec trois mois d'arrêt de travail. C'est dangereux, la gentrification d'une ville déjà gentrifiée. ■



LÉGENDE DU JAZZ: LE SWING PAR EFFRACTION.

Bœuf mode garrotte

## Chabadaboum au Pannonica (suite)

Les tutelles qui ont étranglé la salle de jazz ne se pressent pas à la sortir du coma.

PANADE au Pannonica, suite. Après la démission, début juillet, des administrateurs de l'association\*, les financeurs publics devaient saisir le tribunal de grande instance pour que soit désigné un administrateur judiciaire temporaire. C'est ce qu'a annoncé la presse. Et puis? Et puis rien. Ville et Drac n'ont pas saisi la justice. Aucune démarche. Comme s'il y avait urgence à laisser pourrir la situation. C'est finalement la structure, via son directeur administratif, qui est allée le 13 octobre présenter une requête pour obtenir ce recours-secours judiciaire. La ville de Nantes n'a versé qu'un bout de la subvention votée en décembre 2019 en conseil municipal (116 000€ sur les 160 000€), les autres (Drac, région, département), rien du tout. Les caisses risquent d'être vides en décembre, et les tutelles qui ont mis en œuvre le naufrage financier font mine de regarder en l'air. Sans faire non plus un signe aux cinq salariés laissés sans activité ni perspectives. « C'est un gâchis terrible. L'équipe

est en souffrance totale. On est payé à rien faire, avec de l'argent public, et on nous empêche de travailler. Les financeurs ne venaient jamais aux conseils d'administration, validaient tout sans aucune remarque, et après la crise, ils sont à nouveau absents », dit Julien Jumeau, le délégué du personnel qui a demandé avec insistance à voir Aymeric Seassau, le nouvel adjoint à la culture de Nantes. Première demande en juillet. Le rendez-vous a été renvoyé à mi-novembre. Aucun recrutement de nouveau directeur n'est lancé. Les tutelles aux abonnés absents. Évoquant le Pannonica fermé, Seassau a lâché : « Cette situation m'attriste. Mais elle nous dépasse complètement, nous les financeurs. » (Ouest-France, 02/10). Des financeurs qui n'ont pas été dépassés quand il a fallu couper les subventions en janvier dernier, provoquant en cascade le pataquès actuel. Se dire dépassé, c'est le comble d'une démarche attristique. ■

Thelonious Monoblok

\* « Nantes charcuterie son bœuf », Lulu n° 111-112.

So what

## Tutelle m'a tué

Le directeur remercié, les plaintes qui font pschitt, les financeurs protégés...

QUELQUES lecteurs ont distribué des baffes à Lulu : dans l'article sur le Pannonica de juillet dernier, Frédéric Roy n'a pas été sollicité pour donner sa version. Ce qui est vrai. Lulu fait amende honorable et assume, mais sans jeter le bébé avec l'eau du bain... Remercié par le conseil d'administration pendant sa période d'essai, l'ancien nouveau directeur du Pannonica n'est pas l'auteur du scénario écrit par la municipalité. Juste un acteur conscient. Le big band des financeurs n'a jamais renié les acrobaties pour imposer son recrutement, que Lulu a détaillées et que la presse locale a négligées. La plainte déposée par le même Frédéric Roy, dénonçant une fausse signature (la sienne pourtant) sur

son contrat de travail, a été classée sans suite par le procureur en janvier 2020. Celle déposée conjointement pour même motif par Guillaume Lecomte, l'ancien président de l'asso Nantes jazz action, pareil, enterrée. Le contrefeu a fait pschiiit. Prompte à relayer la rancœur des quelques administrateurs minoritaires et des élus, la presse locale s'est bien gardée de soulever ce bout du tapis de scène. Trop de mauvaises odeurs, sans doute. Et personne ne semble s'émouvoir de ces angles morts, de ces informations gênantes qui préservent la collectivité, prétendue victime, mais vrai chef d'orchestre du désastre. Il ne faut jamais oublier qui tient la baguette. Et les cordons de la bourse. ■

## J'peux pas, j'ai piscine dans ma voiture Petits calculs d'auto persuasion

Le match auto-vélo-tram-bus ne laisse pas trop d'excuses aux accros du volant.  
À vos calculettes.



PAR DÉFINITION, l'automobiliste ne peut pas se passer de son auto : sinon, ce serait trop cher, trop long. Chiffres à l'appui, il le dit tous les jours dans le journal. Lulu a vérifié : mais d'où ils les sortent, leurs chronos et leurs calculettes ?

Valérie, de Nantes, va en centre-ville en tuteur avec sa fille, « plus rapide et pas plus cher que le bus »\*. Ah ouais ? En zone rouge, stationner deux heures trente coûte 5,80€, et faut bouger au bout d'une heure et demie. Ajoutez le prix de la gazoline à voiture, minimum 4,80€ pour 10km, calculé par le très auto friendly magazine *L'Argus*. Total : 10,60€. En revanche, le bus aller-retour pour deux vaut entre 5,80€ et 8€ (si ticsons achetés à bord). En bagnole, compter de 25 à 30 minutes, plus le temps de se garer. En bus, du bout du bout de Nantes, Valérie et sa fille mettent moins de 40 minutes pour atteindre les 50-Otages. Côté chrono, ça se vaut. Verdict : non, Valérie et sa fille ne raquent pas plus cher en bus qu'en voiture pour aller faire du lèche-vitrines en centre-ville. André, retraité de Bouaye : « J'ai 77 ans et ne suis plus en mesure de circuler à vélo sans risquer la chute.

Habitant Bouaye, et œuvrant dans une association nantaise, l'usage de transport en commun multiplierait par trois, voire quatre, le temps nécessaire pour me rendre aux réunions et en revenir. »\*. Accordons à Dédé qu'un Bouaye-Nantes en bus, c'est la purge : une bonne plombe pour une vingtaine de bornes. Retraité, il peut esquiver les heures de pointe et les transports bondés, et trouver une place assise. De Bouaye, il peut se garer à Neustrie, filer en tram vers la Manu, si c'est là qu'il s'associe. Soit 52 minutes, moins qu'en voiture, et du temps pour potasser son projet de putsch du bureau de l'asso. Verdict : esquivant les heures de pointe, le retraité ne multiplie pas son temps de trajet « par trois ou quatre ».

Laure, de Blain, dit ne pas pouvoir se passer de la voiture : travail de bonne heure, lieux différents chaque jour, « donc co-voiturage quasi impossible »\*. Pareil pour Hervé, du Gâvre, horaires de travail en décalé : « Pas de moyen de transport en commun »\*. Pour les deux, 40 minutes incompressibles pour rallier l'entrée de Nantes. Les délices d'habiter en cambrousse... Si des circuits s'imposent ensuite dans la ville,

la collectivité propose des électrovélos en prêt longue durée. Moins de 15€ le mois, en partie payé par leur employeur.

Patrick, commercial, s'est chronométré au volant, jusqu'à une heure dix entre La Jonelière et République. Contre 24 minutes sur un vélo classique, voire 20 en électrique, d'après l'application Géovélo. Ou de 33 à 42 minutes avec la Tan. Lui qui a tant besoin de sa voiture pour son boulot peut la laisser sur le parking de la boîte, payé par l'employeur. Emmanuel, cadre chez Système U à Carquefou (lire ci-dessous) : entre 27 et 45 minutes en voiture depuis chez lui quai de Versailles, 40 minutes à vélo classique, 30 à vélo électrique, abordable pour son salaire de cadre, avec les 200 € d'aide de Nantes métropole si son patron, monsieur U., adhère au « pack mobilité ». Et Manu pourrait s'économiser en mettant son vélo dans le tram avant 7h et après 19h. Mais faut se mêler au vulgaire populo... Sinon, l'avenir en voiture, c'est de commencer à télétravailler dans les bouchons. ■

Louison Bobot

\* Presse-Océan, 04/10.



### L'pare-choc dans l'guidon

LULU a sorti son décamètre qui ne ment pas : mis à part les rues piétonnes, boulevards et rues nantais sont majoritairement squattés par la voiture, roulante ou garée. Pour un mètre de largeur vouée au piéton, la voiture en mobilise 2,5 en moyenne.

Quand une part de l'espace dédié à l'auto est concédée au vélo, ça reste minime : 80cm sur une voie de trois mètres de large en moyenne. Un petit cinquième. Avec l'avènement du vélo connecté sans chauffeur, on ne sait pas encore. ■

### Bagnolade

À TOUCHE-TOUCHE, toutes les voitures des habitants de l'agglomération nantaise occupent 370 hectares. À un trottoir près, c'est la surface de l'île de Nantes. On pourrait s'amuser à y coller toutes ces autos. Ça ferait joli du ciel. Une belle attraction pour le tourisme en drone. ■

### La pétition du petit pont

CETTE sale année covidienne, c'est l'enfer pour Emmanuel, depuis le premier confinement et la funeste interdiction municipale de la circulation automobile sur le pont Saint-Mihiel. Bouchons record aux alentours. Ce brave homme est directeur financier et patrimoine chez Système U Ouest à Carquefou. Enclavé au bord de l'Erdre, le pauvre doit prendre sa bagnole pour aller travailler et, le pont fermé, son temps de trajet a explosé. Tout à son ire, il a lancé une pétition pour la réouverture du pont. Elle recueillait 67 signatures début octobre. « C'est peu mais ce chiffre augmente depuis le 18 septembre », dit-il (*Presse-O*, 03/10) : de zéro à un peu plus, rien à redire, c'est techniquement une augmentation. ■

## Périphériques Cofiroute roule sur la tranche

La filiale de Vinci se la joue mécène du péri nantais, prétend s'en payer une tranche, alors que pas du tout du tout.

AVEC le futur chantier du péri nord, autour de la porte de Gesvres, Vinci fait dans le mix rapacité-duplicité. Le maître d'ouvrage, Cofiroute, est une filiale de la multinationale du BTP. Bizarrerie : bien que gratuite, cette section fait partie du contrat de concession, détenu depuis 1970 par Vinci, de l'A11 Paris-Nantes, l'une des autoroutes françaises les plus chères. Les travaux sont évalués à 60M€. Selon le bétonneur, pas du genre à gonfler les travaux, il faut démolir deux ponts existants, remplacés par trois nouveaux ouvrages, pour passer en 2x3 voies la portion du péri qu'ils enjambent. Ancien élu écolo de La Chapelle-sur-Erdre, Dominique Verdier conteste la destruction du pont à l'arrière du centre pénitentiaire : « La bande d'arrêt d'urgence pourrait parfaitement être déplacée entre la pile et le perré pour laisser la place à la troisième voie ». Il cite un précédent près de Chartres. Argument consigné sur le cahier de l'enquête publique close fin septembre.

Alors que la facture sera payée rubis sur l'ongle par l'État et les collectivités locales, Cofiroute, ce grand bienfaiteur des bagnolistes, se targue d'en assumer les trois-quarts\*. Mensonge passé comme une lettre à la poste, relayé sans broncher par *Ouest-France*. En réalité, la société ne déboursa pas un centime. Tout est prévu par un décret de 2018 modifiant le contrat de concession, intégré au « plan d'investissement autoroutier » dévoilé par l'État en 2016\*\*.

En juillet, l'Autorité environnementale a épinglé sévèrement ces

travaux routiers de doublement des voies sans vision d'ensemble, qui sont en fait le deuxième volet d'un même programme. Le premier tronçon, entre les portes d'Orvault et de Rennes, a été mis en 2x3 voies l'été dernier. Un saucissonnage dont Vinci s'est montré spécialiste à Notre-Dame-des-Landes. Mesures de compensation ? Rien n'est détaillé. Effets sur les déplacements globaux ? Pas mieux, alors que les prévisions annoncent un trafic en hausse de 35%. Impact sonore, pollution ? Évalués a minima. Et « pour réduire la part des modes motorisés individuels », aucune proposition : la liste des griefs est longue comme une autoroute. En février 2020, le Conseil national de protection de la nature en avait rajouté une couche avec un avis défavorable. Ce genre d'avis, Vinci roule dessus au rouleau compresseur, avec souvent la complicité tacite des pouvoirs publics. Vinci les a pourtant bien mis dans la panade en réalisant la première tranche : commencée en 2017, elle a été suspendue un an, en raison d'un différend d'assainissement pluvial entre le groupe et les services de la Dréal. Colas, filiale de Bouygues, a remplacé Cofiroute, filiale donc de Vinci. Bref, une histoire de PME des travaux publics. Le règlement « à l'amiable » a alourdi la note à la charge de l'État et de la Métropole, dopée de 12,5 à 13,8M€ en deux ans, soit plus de 10% de bonus, laissant au joyeux contribuable l'impression de s'être fait rouler. ■

Raoul Mapoule

\* *Ouest-France*, 14/08.

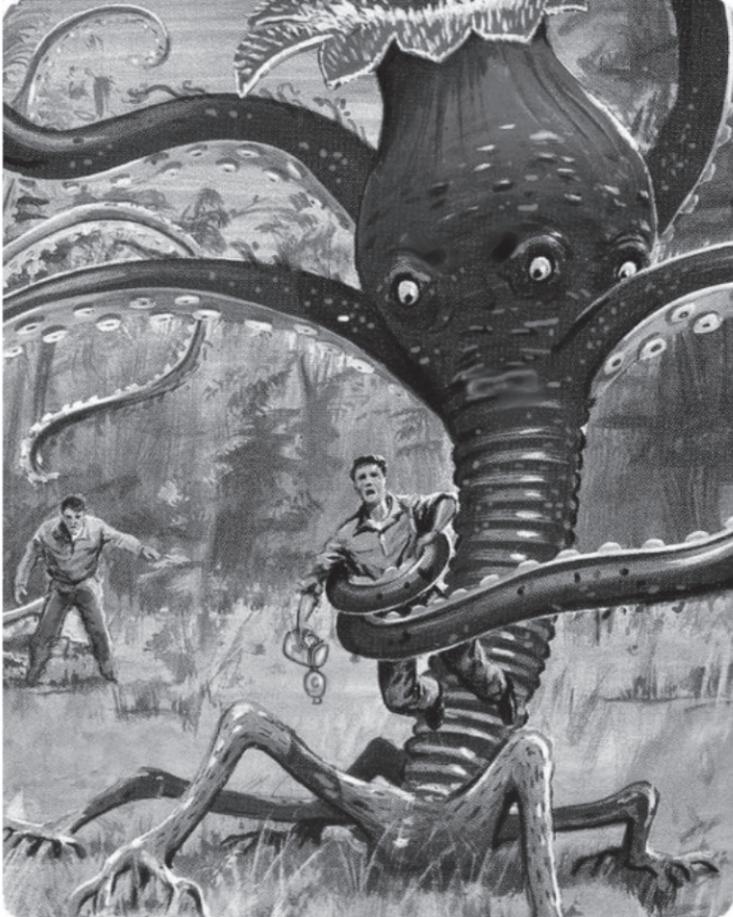
\*\* Décret n° 2018-758 du 28 août 2018.



Merci bocaux !

# La Zad, ça conserve !

Les zadistes travaillent du bocal. Et créent un outil collectif de conserverie.



TOUTE RÉVOLTE DES LÉGUMES COMPLIQUÉ FORCÈMENT LA PRODUCTION

VIDE depuis quatre ans sur la commune de Grandchamp-des-Fontaines, la maison appartenait à Vinci. Le 10 octobre 2015, elle a été investie par des zadistes, pour devenir une conserverie. Tant bien que mal, avec un équipement sommaire, puis un autoclave de récupération, des bocaux sont sortis de La Noé verte : champignons, soupes, châtaignes, compotes et confitures en petites quantités. Dans la cuisine ont été testées des recettes de sirop de sureau et de menthe, des lacto-fermentations de courgettes, des navets en bocaux, des piments, oignons et betteraves, de la choucroute, des pickles, du pesto d'ortie ou

d'ail des ours... Cinq ans après, à un jet de motte de terre de la maison, un hangar est en voie de finition, offrant un espace plus grand, plus fonctionnel, respectant les normes sanitaires. La Bocalerie (c'est son nom) est dédiée à «la transfo» : c'est-à-dire qu'on y transformera bientôt tout ce qui peut se manger en différé, sous verre. En ajoutant l'extraction du miel, des pains d'épices, de la bière peut-être, des champignons deshydratés, des tomates séchées... Un projet fidèle à l'idée de départ qui favorisait l'autoproduction, la transformation de légumes et la consommation hors des réseaux marchands. L'équipement de la

conserverie est chiffré à 35 000€ et l'appel à dons a déjà récolté les trois quarts.

En ce lundi gris de fin septembre, les plans de travail en inox attendent dehors, les cloisons sont à l'état d'ossature. « On ne monte pas un projet économique, on ouvre un outil collectif... Ce n'est pas un atelier pour nous, le collectif de la Noé verte, mais un outil mis en commun, à disposition des cantines collectives, des gens du coin, des collectifs en lutte, des maraîchers d'à côté qui peuvent valoriser leurs surplus et surtout ne pas perdre ce qu'ils produisent... », dit Serge, du groupe des premiers occupants et habitants de la Noé verte. Un des groupes qui sera usager de La Bocalerie comme les autres, y compris les Gase, Groupements d'achat en service épicerie\*, coopératives autogérées de consommateurs de produits secs. C'est de ce mode d'organisation que viennent une partie des Noévertistes implantés en ces confins de la Zad.

L'usage de la Bocalerie se fera à prix coûtant, une participation étant prévue pour couvrir les dépenses de base, huile, sucre, vinaigre, épices, gaz et électricité, et le petit matériel de cuisine à remplacer.

Mettre des légumes sous verre permet de manger des productions estivales toute l'année. Un piquet de grève à alimenter en plein hiver ? Il suffit d'ouvrir des bocaux de coulis de tomates faits l'été d'avant. Le local permettra aussi de tenir des banquets, des soirées cabaret, des concerts, des discussions. « Un espace convivial au-delà du travail », ajoute Alec, autre Noévertiste. Agir bocal, penser global. ■

Alfonso Piquette

\* Il en existe à Nantes, quartier Sainte Thérèse et à Rezé.

Chicken run

## Bien-être, bien mourir

Deux millions de morts par mois, mais attention, pour leur bien.

UNE HÉCATOMBE sans tombe, c'est quoi : une héca ? Le groupe agricole Terrena investit 43 M€ pour bâtir un nouvel abattoir à Ancenis, qui dézinguera 500 000 poulets par semaine mais, attention, ces volatiles exécutés auront préalablement été « élevés selon un cahier des charges partagé avec des associations qui luttent pour le bien-être animal » (Ouest-France, 16/09), avec des solutions censées « améliorer le confort des volailles ». Dans son rapport de responsabilité sociétale 2019, aussi dit « déclaration de performance extrafinancière », Terrena considère que le « bien-être animal est du ressort de l'éleveur », pas de l'abattoir qui se limite, avec le transporteur, à une notion de « protection animale ». Pour la phase de mise à mort modernisée et bienheureuse (nommée pudiquement « anesthésie » par Ouest-France, et donc « protection » par Terrena), l'actuel procédé d'immersion

dans un bain d'eau électrifiée sera remplacé par un gazage au CO<sub>2</sub>. Des poulets exterminés massivement mais confortablement

dans une chambre à gaz sous haute protection, y aurait pas comme un point Godwin ? ■

Panchito Pistoles



Hips et rehips

## La fronde antiverre

Ouais mais c'est pas Thierry La Fronde à la manœuvre.

VIGNERON, c'est pas un métier, c'est un lobby. Dans le vignoble nantais, les panneaux de prévention contre l'alcool, illustrés par un verre ballon, ne sont pas restés deux jours. Les vignerons ont fait enlever ces machins dénonçant le pochtronnage au volant. Pas normal pour la profession que « derrière l'alcool au volant, le vin soit stigmatisé ». Et au bord de leurs vignes, quel affront ! Ils ont argué qu'en cette « année très difficile commercialement en raison de la pandémie, ce n'est pas la peine d'en rajouter ». Le département a dé-

monté fissa ses 15 panneaux avec ce mea-culpa : « Le positionnement de ce panneau était tout simplement maladroit, car, près des vignes, il pouvait laisser croire à une mise en cause de l'exploitant. L'objectif n'est d'ailleurs pas de pointer du doigt la viticulture, mais de sensibiliser les conducteurs à la consommation excessive d'alcool » (L'Hebdo de Sèvre-et-Maine, 17/09). Un mois plus tard, nouveau panneau. Le mot « alcool » remplace le verre à pied. Sans doute une incitation à rouler bourré à pied. ■

Théodore Botrytis



## Stress post tomatique

Des tonnes de tomates élevées sous couveuse balancées à pourrir.

À HAUTE-GOULAINNE, fin août, le cultivateur de légumes a bazaré derrière un talus près de trois tonnes de tomates encore consommables. « La faute à la surproduction et à un ralentissement de la consommation » (France 3, 31/08). C'est donc la main invisible du marché qui a foutu ça en l'air. « C'est le monde actuel, on aimerait tous lutter contre le gaspillage », déclare sans rire Marc André Goulet, le maraîcher qui produit ces tomates hors-sol, sous serres chauffées. Une production insipide, qui privilégie le tonnage à la qualité, selon un modèle agricole aseptisé, artificiel, déconnecté du monde vivant, se foutant pas mal du rythme des saisons. Selon l'Ademe, une tomate poussée sous serre chauffée émet jusqu'à 7,3 fois plus de gaz à effet de serre qu'une tomate de pleine terre.

Le serriste Goulet accuse un peu la météo mais aussi la concurrence déloyale des amateurs qui se sont bichonnés des tomates chez eux, en profitant du confinement, saison 1 : « Cette année, les particuliers ont beaucoup plus jardiné en raison du confinement ». Pas n'importe qui, ce Goulet. Administrateur de la coopérative Océane, il a présidé le comité départemental de développement maraîcher et légumier qui regroupe 80 % de la production de Loire-Inférieure. Cofinancé par le conseil départemental et la chambre d'agriculture, ce comité aide « au développement d'entreprises compétitives soucieuses de l'environnement, qui produisent des légumes de qualité répondant à la demande des marchés ». Y a des tomates qui se perdent... ■

Thomas Talaben



### Coupe obole

## La charité, factice ou dématérialisée

Les voies des comptes bancaires sont pénétrables.

**M**AUVAISE nouvelle pour les piqueurs de pièces dans les tronc des églises. Le denier du culte, ça eut payé. Mais ça donne plus, encore moins quand on confine le paroissien. Les culs-bénits évitent la promiscuité des églises ou alors n'ont pas un sou en poche. Les start-up de bénitier sont sur le coup. Dont une nantaise BCBG, Obole digitale. En fait, cette boîte, qui a aujourd'hui 27 salariés, est née à Versailles, pour immigrer et s'enregistrer à Nantes en 2019. Obole a installé dans neuf églises du département des bornes numériques connectées permettant de refiler pour la quête ou acheter des

cierges avec son smartphone. Bornes «connectées aux réseaux 3G/4G et bientôt 5G». C'est dans les sacristies que les opérateurs de la 5G vont trouver du soutien. Assumant sa stratégie marketing, ce bornage permet «de toucher des viviers de nouveaux donateurs, en particulier les touristes et les jeunes» (La Croix, 11/03/2019). La machine de ces marchands du temple peut délivrer un reçu fiscal par courriel ou SMS, et même, à l'ère de la charité 2.0, faire des «dons à virgule pour les dons prédéfinis»... Mieux que les pièces jaunes. Bon, le don a sa ponction : les trois modèles de bornes coûtent un peu bonbon (louées de 59€ à 199€ TTC par mois), mais c'est pour la

bobonne cause. La moins chère, écran 7 pouces, assure «discrétion et sobriété», la plus chère, écran 22 pouces, moins discrète, est personnalisable, diffusant des vidéos et des annonces de pub «lorsque la borne est en attente». On doit pouvoir sérigraphier la tronche du saint esprit s'il y a des fans. L'entreprise commercialise aussi un «panier connecté» pour refiler à la quête un bouton de culotte comme d'hab', ou du vrai grisbi par carte via un terminal de paiement sans contact.

Et finie la mauvaise conscience du paroissien qui verrait passer la corbeille de la quête sans y larguer un fifrelin : puisqu'il a payé par carte, il pourra déposer «un billet factice, disponible à l'entrée de l'église, "qui symbolise son geste de générosité"» (Presse-O, 01/11). On doit pouvoir réduire ses jours de purgatoire en refilant un billet de La Bonne paye ou du Monopoly. ■

Opportune Tapasanbal

### Pince monseigneur Crosse country

**L**ES CATHOS ont enfin renouvelé leur monseigneur : «Accueillir son évêque, c'est comme accueillir le père de famille» (Presse-O, 21/09). Mais ce père est en fait un chiard : attendu depuis neuf mois, quand arrive le nouvel évêque, «c'est comme un enfantement» (Ouest-France, 21/09). Le bébé de 59 ans va bien. La mère, on ne sait pas.

C'est très confus chez les curés, l'histoire de la maman vierge, de l'archange qu'est pas le fiston, ou l'inverse, et qu'en fait y'a pas de grossesse ni de parents. Et voilà que le concessionnaire local est promu père sans avoir d'épouse. Doit y avoir un trafic de gestation pour autrui, là-dedans. ■



### Cathédrame Sainte pierre cuite

**A**PRÈS l'incendie partiel de la cathédrale le 18 juillet, après avoir découvert que l'évêché avait son pyromane en son sein, encore la consternation : la voûte tombe en petits morceaux. Le responsable du pôle patrimoine à la Direction régionale des affaires culturelles parle de «microchutes de pierres» dues à des «cuissons de pierres» (Presse-O, 18/09). Suggérer une petite chute de la chute n'est pas très gentil pour la caillasse qui s'efforce de suivre les lois de la pesanteur. Quant à la cuisson des pierres, la recette reste un mystère : à l'étouffée, au court-bouillon, à la plancha... ■

### Argent magique La danse de l'artiche

**L'ÉNERGIE** de l'argent? Paraît qu'on est fâché avec. Les fauchés surtout. Pour se réconcilier, il a suffi de raquer 35€ pour assister à un fringant atelier à Rezé le 26 septembre, et comprendre que l'argent est «un merveilleux outil au service du divin en nous». La méthode est infallible : d'abord faire tomber les «blocages, croyances anciennes, héritages culturels et familiaux qui nous empêchent parfois d'accueillir cette belle énergie dans nos vies», puis le must : «Nous danserons pour que circule en vous cette énergie magique, et qu'elle vous accompagne tout au long de votre vie». L'atelier est animé par une illuminée, Caroline, qui veut «faire rayonner sa propre lumière sur le monde». Prévoir un abat-jour, modèle mondain. ■

## Parcours interfaciel

**E**SSAI de bus sans chauffeur à Carquefou. Explication : «Pour tester de nouveaux concepts de stations d'embarquement et d'interface voyageur, les parcours clients et services associés expé-

menteront de nouvelles formes de signalétique et de cheminement» (Presse-O, 11/09). Ceux qui ont compris ont droit à un tour de manège gratuit. Ticket à demander à l'absence de chauffeur. ■

### Accentuation

## De Caucasien à effet

Le caca d'oiseau, c'est de quelle race?

**P**OUR les pandores, c'est du vol «à la fiente». À la fausse chiure de piaf, quoi. La méthode : asperger un peu de liquide dégueu dans les cheveux du pigeon, lui proposer de l'aider à nettoyer avec des lingettes, frotter les tifs, tapoter le cou, et hop, escamoter la chaîne en or. Imbibé de langage flicard, le journal décrit le suspect : il est de «type caucasien»\* et «parle avec un accent de l'Est ou italien» (Courrier du pays

de Retz, 30/08). Pas clair, tout ça. Il faut donc se méfier des piz-zaïolos tchéchènes et des ténors d'opéra du Daghestan. Mais, plus encore, des journalistes. ■

\*On doit cette terminologie raciste au scientifique allemand Blumenbach qui a inventé en 1795 cinq «races» : blanche (les «Caucasiens») ; jaune («Mongols») ; marron («Malais») ; noire («Éthiopiens») et rouge («Américains»). Une classification au faciès qui n'a presque pas pris une ride...



## Vingt ans après

**« DÉTECTION électromagnétique »,** ça s'appelle. Avec une poêle à frire, un type a trouvé dans le sol «des balles de mousquets datant des trois dernières guerres» (Ouest-France, 17/09). N'en déplaise à Dumas, les trois mousquetaires ont donc sévi en 1940, pendant la boucherie de 14-18

et en fuyant devant les Prussiens en 1870. À moins que ça se soit passé pendant la guerre d'Algérie, ou celle d'Indochine, voire au Tchad, au Mali, au Niger... On ne soupçonne pas la portée d'un tir de mousquet dans l'espace et dans le temps. ■

## Bleu lave plus blanc rouge

**L**E LAVOMATIQUE installé sur le trottoir dans le bourg de Ligné s'appelle carrément «Laverie Révolution». L'équipement rotatif révolutionnaire fournit l'«eau modulable en tem-

pérature» et la lessive. Et, miracle, «le paiement est possible en liquide» (Ouest-France, 05/08). Bientôt la perfusion de rue, en self-service, réglable en goutte à goutte. ■

## Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Nicolas de La Casinière, Olli, Ray Clid, Fred Crayon, Scifi Ach So, Anis Mauresque, Pascale Hibrage, Jeanne Morue, Sophie Nasri, Sister "chicken" Joan, Bertrand Latouche, Fiffine Lapafine, Yas, Jules de chez Smith, Irresponsab studios, Mollu, Drick Neiman, Vesma.  
Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.  
N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321  
La Lettre à Lulu (c/o Sans Shérif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.  
Tirée à 800 exemplaires, faute de mieux pour l'instant, sur papier recyclé, par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.  
Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Archives du journal : [lalettrealulu.com](http://lalettrealulu.com)

### Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : ..... chèque à l'ordre de  
Prénom : ..... La Lutte à Leuleu  
Adresse : ..... c/o Sans Shérif  
18 rue Geoffroy-Drouet  
44000 Nantes  
ou abonnement en  
ligne via  
www.lalettrealulu.com  
Courriel : .....